

Le gouvernement PS/PC/MDC/Verts redouble son offensive contre les immigrés et les ouvriers

Pour un parti prolétarien léniniste qui lutte en défense des opprimés !

Le 19 juin à Douvres, 58 immigrés chinois étaient retrouvés morts asphyxiés dans une chaleur étouffante, enfermés dans un camion arrivant en Grande-Bretagne en provenance des Pays-Bas. Ce meurtre est le résultat direct de la politique raciste de l'Union européenne (UE) incarnée par les accords de Schengen de fortement limiter l'immigration non européenne dans l'UE.

Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés !

Manifestation à Lille le 21 avril, après le meurtre raciste le 16 de Riad Hamlaoui. Depuis 1994 au moins 26 personnes ont été tuées par des flics. Seule la révolution ouvrière pourra rendre justice pour ces crimes.



Cet événement atroce a poussé les sociaux-démocrates de l'Europe entière à lancer des appels à des « lois sur l'immigration » plus strictes et à renforcer la coordination entre polices des frontières, en utilisant l'appel à lutter contre la « mafia » afin d'accroître la répression anti-immigrés. Mais ce n'est pas un cas isolé. Le 4 mai, en Italie, treize Albanais étaient tués dans le détroit d'Otrante lors d'une collision avec un bateau de la police. Depuis janvier, quelque 200 immigrés venant d'Afrique sont morts alors qu'ils tentaient de traverser la Méditerranée pour rejoindre l'Espagne. C'est la politique raciste anti-immigrés qui a attisé la débauche de violence raciste conduisant au pogrome de masse d'El Ejido contre des ouvriers maghrébins en février dernier. En Grande-Bretagne, la loi sur l'immigration et le droit d'asile édictée par le Parti travailliste de Tony Blair criminalise ceux qui cherchent un refuge en Grande-Bretagne, et rend pratiquement impossible d'entrer légalement dans le pays. Les demandeurs d'asile se voient refuser des allocations, et ils sont forcés de vivre dans des conditions misérables dans des logements insalubres.

Et en France, à Lille le 7 juin, le gouvernement de front populaire bourgeois a envoyé les CRS pour expulser des sans-papiers qui occupaient la Bourse du Travail ; 19 sans-papiers font la grève de la faim depuis 80 jours et leur vie est maintenant en danger. Nous disons : **A bas la forteresse Europe raciste !** En plus des expulsions racistes et des camps de concentration pour immigrés, le gouvernement bourgeois du PS, PC, du Mouvement des citoyens (MDC) et des Verts applique la terreur raciste quotidiennement dans les ghettos, dans le métro, sur les faces et ailleurs. A Lille, Riad Hamlaoui a été assassiné de sang froid d'une balle dans la nuque par des flics en avril dernier. A la

suite d'une intervention brutale de la police dans son appartement, une mère maghrébine de cinq enfants s'est jetée par la fenêtre à la Seyne-sur-Mer. L'appareil judiciaire poursuit de plus en plus systématiquement devant les tribunaux tous ceux qui fournissent de l'aide aux sans-papiers : une jeune femme a été condamnée à Orléans pour avoir simplement voulu aider un sans-papiers à se marier. Il y a des cas de militants syndicaux poursuivis en justice pour avoir protesté contre des condamnations ou des expulsions de sans-papiers.

Nous exigeons : **Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés !** Ceux qui ont réussi à entrer dans ce pays doivent être autorisés à rester et se voir accorder les mêmes droits démocratiques que n'importe qui d'autre, y compris celui de travailler, d'étudier, de voter et ainsi de suite. De même, nous reconnaissons que sous le capitalisme, des droits démocratiques élémentaires tels que l'égalité des droits pour les femmes, les minorités et les immigrés, peuvent à la fois être octroyés et repris ; ils ne seront véritablement acquis et préservés qu'à travers une lutte du prolétariat pour arracher le pouvoir d'Etat des mains de la bourgeoisie et construire une économie socialiste dans une société libérée de toute exploitation et de toute oppression.

Pour de nouvelles révolutions d'Octobre !

Afin de comprendre comment les communautés non européennes à la peau foncée sont devenues une cible principale de la réaction bourgeoise en Europe, il faut comprendre que les racines du racisme anti-immigrés en Europe de l'Ouest se trouvent dans la division de l'Europe après la guerre froide qui a suivi 1945. Ce racisme s'est intensifié à la suite de la

contre-révolution capitaliste en Europe de l'Est et dans l'ex-Union soviétique. La destruction de l'Union soviétique en 1991-1992 représente une défaite historique de portée mondiale pour la classe ouvrière. Elle a énormément renforcé les bourgeoisies internationalement, et celles-ci mènent une campagne de la « mort du communisme » dans le but d'éloigner les ouvriers de la perspective d'une révolution socialiste. Bien sûr le climat idéologique de la « mort du communisme » affecte la conscience du prolétariat – une conscience qui a régressé depuis la contre-révolution. Mais les nombreuses luttes défensives qui éclatent représentent une base objective pour la régénération du marxisme dans la conscience du prolétariat à travers l'intervention et la construction d'un parti léniniste-trotskyiste international pour donner une direction à la classe ouvrière.

L'existence de l'URSS était un facteur déterminant de premier ordre en ce qui concerne l'immigration et les conditions de vie de la classe ouvrière en Europe de l'Ouest. Après la Deuxième Guerre mondiale qui avait vu la victoire de l'Armée rouge sur la barbarie nazie, les bourgeoisies occidentales craignaient plus que tout des révolutions ouvrières et une extension de l'influence de l'URSS sur toute l'Europe. Pour repousser cette menace, la bourgeoisie avait accepté pour un temps un taux d'exploitation plus faible et fait des concessions à la classe ouvrière. Les bourgeoisies européennes ont fait venir des ouvriers de leurs colonies ou ex-colonies pour des salaires de misère pour leur faire faire le travail le plus sale et le plus dur que la jeunesse ouvrière européenne blanche refusait de faire, étant donné la période caractérisée par un bas niveau de chômage et la croissance économique. Maintenant, avec un chômage de masse durable, ce n'est plus le cas et les immi-

grés et leurs enfants sont les boucs émissaires pour le chômage et ils sont menacés de déportation en masse.

En France, l'immigration est un phénomène ancien ; il y a plus d'un siècle le prolétariat s'est constitué avec des millions d'ouvriers italiens, polonais, belges et puis plus tard espagnols et portugais. Après la Deuxième Guerre mondiale, des ouvriers sont venus des ex-colonies, surtout du Maghreb et d'Afrique de l'Ouest. Dans les années 60 ces travailleurs étaient devenus la source principale de main-d'œuvre importée, et formaient une composante importante de la classe ouvrière qui n'était ni blanche ni catholique. Avec la crise économique des années 1970 et la montée du chômage, l'immigration a été presque complètement arrêtée ces 25 dernières années, et la population « immigrée » a augmenté essentiellement du fait du regroupement familial et des enfants nés en France.

La société bourgeoise française se vante que la France ne soit pas raciste ; elle explique que ceux qui s'assimilent à la « culture française » seront acceptés comme français. (En réalité, ceux qui ont la peau foncée ne seront jamais « acceptés » par le capitalisme français.) C'est là l'argument de la « laïcité » qui sert à justifier des mesures racistes, comme par exemple l'exclusion des lycées des jeunes filles qui portent le *hidjeb*. De même, l'héritage du colonialisme est un vrai facteur dans le racisme anti-immigrés. La bourgeoisie a toujours considéré ses anciens sujets coloniaux comme des sous-hommes à « civiliser » par le sabre, le goupillon et la Marseillaise. Et l'oppression raciste contre les Maghrébins, qui est omniprésente en France, est encore exacerbée par la haine que porte toujours la bourgeoisie envers le peuple algérien qui a vaincu l'impérialisme

Suite page 2



Immigrés...

Suite de la page 1

français en lui arrachant son indépendance en 1962.

Non seulement les ouvriers immigrés sont une composante clé du prolétariat européen, ils constituent également un pont vers les masses travailleuses et paysannes du tiers monde néo-colonial, un lien vivant pour l'extension de la révolution internationalement. Les ouvriers antillais dans les transports et les infirmières originaires d'Asie du Sud en Grande-Bretagne, les ouvriers maghrébins et d'Afrique occidentale dans les usines automobiles en France, les mineurs turcs et les ouvriers kurdes dans la sidérurgie en Allemagne, joueront un rôle important dans les révolutions prolétariennes dans les métropoles européennes et dans leur extension vers les colonies et néo-colonies terriblement opprimées. Pour transformer cette perspective en réalité, nous devons par-dessus tout construire des partis révolutionnaires et forger la Quatrième Internationale sur la base des principes de Lénine et Trotsky.

Pour la lutte de classe contre le gouvernement bourgeois de front populaire

Les attaques actuelles contre les ouvriers immigrés et leurs enfants ne sont qu'un aspect de l'offensive plus globale lancée contre la classe ouvrière tout entière et les opprimés en Europe. En France, le fer de lance actuel de ces attaques contre la classe ouvrière et les immigrés est la loi Aubry qui « flexibilise » les heures de travail. Le gouvernement de front populaire projette de réduire massivement les retraites. Le MEDEF, le « syndicat » patronal, cherche à complètement jeter aux orties l'assurance chômage avec l'accord des bureaucrates de la CFDT et la complicité de ceux de la CGT et d'autres syndicats, dans le but de démanteler le système actuel d'allocations. La détermination du gouvernement à démanteler les services de santé a provoqué de nombreuses luttes dans les hôpitaux.

En fait le gouvernement de front populaire fait son travail, qui consiste à administrer l'austérité capitaliste. Le front populaire est un pacte, une alliance entre des partis ouvriers-bourgeois tels que le PC et le PS et des partis bourgeois tels que le MDC de Chevènement ou les Verts. Ce pacte est par nature bourgeois : il y a **toujours** une garantie que les partis ouvriers réformistes préserveront les rapports de propriété capitalistes. Ce pacte est la garantie que le front populaire ne menacera pas la domination de la bourgeoisie ; et il fournit l'alibi aux réformistes (ceux qui sont dans la coalition du front populaire aussi bien que leurs suivistes plus petits) qui tentent de prétendre qu'ils sont du côté de la classe ouvrière.

Nous trotskystes combattons contre toutes les formes de collaboration de classe, nous sommes par conséquent opposés par principe à tout front populaire. De même nous luttons pour l'indépendance des organisations de défense économique des ouvriers, à savoir les syndicats, par

rapport à l'Etat bourgeois. Si nous combattons pour l'indépendance de classe du prolétariat par rapport à la bourgeoisie, c'est tout simplement parce que voulons mener le prolétariat à la renverser par une révolution prolétarienne prenant pour modèle la Révolution russe d'octobre 1917 dirigée par les Bolchéviks.

La bourgeoisie met le front populaire au pouvoir précisément lorsqu'elle veut qu'il réprime la résistance des ouvriers à ses attaques. C'est précisément ce rôle que jouent aujourd'hui les partis ouvriers du front populaire, ainsi que les organisations réformistes plus petites comme Lutte ouvrière (LO) et la Ligue communiste révolutionnaire (LCR). En 1996, alors que « la droite » était au pouvoir, des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue contre l'expulsion d'ouvriers immigrés par Pasqua, le ministre de l'Intérieur de l'époque. Les réformistes ont utilisé cette juste colère en la canalisant vers le vote pour le front populaire en 1997. Mais aujourd'hui c'est Chevènement et le reste du gouvernement soi-disant « de gauche », y compris les ministres PC, qui organisent la déportation des sans-papiers.

En 1936, un gouvernement de front populaire avait été mis en place pour étouffer une agitation ouvrière massive. L'une de ses premières tâches – et pour laquelle le gouvernement dirigé par les sociaux-démocrates comptait largement sur le PC de Thorez – avait été de mettre fin à l'immense vague de grèves de juin 1936. Tout en écrasant la lutte de la classe ouvrière, il a également pris des mesures pour bloquer l'entrée des réfugiés qui fuyaient l'Allemagne nazie, et il a placé en camp de concentration ceux qui fuyaient l'Espagne de Franco. Le 27 janvier 1937, le gouvernement Blum, avec le soutien du PCF, avait dissous l'Etoile nord-africaine, l'organisation précédant le FLN algérien. En 1938, l'Assemblée du front populaire a

pendance politique vis-à-vis de ces partis et la critique de leur action au gouvernement » (*Lutte Ouvrière*, 23 juin).

Si ces critiques ont un ton « radical », la politique de LO est très claire : elle veut se distancer du gouvernement, mais, loin d'avoir une perspective d'**indépendance de classe de la classe ouvrière**, elle sème l'illusion qu'il est possible de faire pression de l'extérieur sur le PCF pour le faire agir dans l'intérêt de la classe ouvrière. C'était explicite lors de la manifestation du 16 octobre 1999 à Paris, où LO a défilé bras dessus, bras dessous avec le PC et d'autres partis du front populaire ; et après LO a poursuivi en écrivant dans une lettre de félicitations d'Arlette Laguiller à Robert Hue : « *Votre politique est de participer à ce gouvernement pour le changer de l'intérieur ce que je crois impossible, tandis que je pense qu'il ne changera que sur une pression extérieure du monde du travail. Mais malgré cette divergence, nous devrions pouvoir, pour l'avenir, envisager des actions communes* » (*Lutte de classe* n° 46, novembre 1999). Comme nous le faisons alors remarquer : « *C'est dit clairement : la stratégie de LO est de faire pression sur le gouvernement, semant ainsi des illusions dans le système capitaliste. Quant à nous, nous reconnaissons qu'un changement véritable ne peut provenir à l'époque impérialiste que du renversement de tout le système capitaliste par une révolution prolétarienne* » (*le Bolchévik* n° 151, hiver 1999-2000).

Les divergences entre LO et la LCR à propos des élections municipales de l'année prochaine sont de nature **tactique**. De fait, LO a elle-même fait beaucoup de choses qu'elle reproche aujourd'hui à la LCR. Même la LCR est en mesure de les coïncider sur cette question : « *En rejetant toutes les propositions de compromis, LO tombe dans un travers étonnant : la diver-*



Manifestation à Riom, près de Clermont-Ferrand, le 15 septembre 1999 pour Michel Beurrier, un dirigeant CGT accusé d'avoir aidé un sans-papier à échapper à la déportation.

voté la loi Daladier-Sarrault-Mandel, qui renforçait et accroissait les sanctions contre les immigrés « illégaux ». En juillet 1940, des députés, y compris du front populaire, votèrent les pleins pouvoirs à Pétain à Vichy ; quelques jours plus tard, le ministre de la Justice créa une commission de révision des naturalisations. Cette commission retira la nationalité française à 15 144 réfugiés, dont 6 307 Juifs (voir Robert O. Paxton, *la France de Vichy*, 1972).

Aujourd'hui en France, les ouvriers n'avaient pas le démantèlement par le gouvernement actuel de leurs acquis passés ; il y a sans arrêt des grèves et des protestations contre lui. LO, prenant en compte le niveau actuel de mécontentement de la classe ouvrière vis-à-vis de ce gouvernement de front populaire, proclame maintenant qu'elle ne participera pas aux élections municipales aux côtés de la LCR parce qu'elle ne veut pas servir de rabatteur pour les partis du gouvernement, contrairement à la LCR. Le 18 juin, le comité central de LO a voté une motion déclarant que, puisque la LCR veut voter, au second tour, pour la gauche au gouvernement et même fusionner ses listes avec celle-ci, « *Cela ne peut que réduire l'indé-*

gence sur les consignes de vote au second tour l'emporte sur ce qui nous réunit dans la défense d'un programme anticapitaliste. Cet ultimatum est d'autant plus surprenant qu'en général, LO se fait plutôt prête à ne pas rejeter dos à dos des listes de droite et celles conduites, par exemple, par le PCF, même si ce dernier soutient la politique du gouvernement. Preuve donc que les vraies raisons du refus de LO ne sont pas liées au second tour. » (*Rouge*, 29 juin).

LO a une longue histoire de soutien aux gouvernements de front populaire quand ils sont populaires, et de recul quand ces gouvernements deviennent **impopulaires**. Et c'est ce qu'ils continuent à faire aujourd'hui. Aussi, si LO adopte une pose « à gauche » de la LCR, elle laisse explicitement ouverte la possibilité de continuer à soutenir le front populaire dans les prochaines élections dans certains cas. Ils écrivent par exemple dans une lettre en date du 16 mai adressée à la LCR : « *L'appel à voter pour la gauche au second tour nous paraît inacceptable dans la situation politique et sociale actuelle, sauf évidemment quelques rares exceptions où il pourrait être un duel entre la gauche et le FN* » (*Lutte de classe* n° 51, mai-juin).

« Battre l'extrême-droite » est une justification classique au soutien à un front populaire bourgeois, mais en fait l'histoire montre que le front populaire **pave la voie** au fascisme, puisqu'il démoralise la lutte de la classe ouvrière, ravage l'économie pour mettre en place l'austérité capitaliste et attise les divisions racistes qui existent dans la société capitaliste. Le fascisme consiste en troupes de choc spéciales et extra-parlementaires que la bourgeoisie recrute dans la petite bourgeoisie ruinée et enragée par la crise économique. Le fascisme se nourrit du chômage chronique et du désespoir. La bourgeoisie garde pour l'instant ses troupes de choc en réserve, mais en cas de grave danger pour sa domination de classe, elle n'hésiterait pas une seconde à les utiliser, comme elle a utilisé les nazis en Allemagne. Nous luttons pour des mobilisations ouvrières/immigrées pour arrêter les fascistes, ce qui nécessite un combat contre les réformistes qui prônent au contraire la confiance dans l'Etat bourgeois. C'est ce que nos camarades ont construit aux Etats-Unis le 23 octobre dernier pour empêcher les fascistes du Ku Klux Klan de manifester dans les rues de New York. Pendant ce temps les réformistes de l'ISO (les camarades aux Etats-Unis de Socialisme par en bas) prenaient part à un rassemblement en soutien au Parti démocrate raciste pour la « tolérance » envers les fascistes du KKK. Nous comprenons que le racisme et le fascisme sont inhérents au capitalisme, et que pour en finir une bonne fois pour toutes avec eux il est nécessaire de se débarrasser de tout le système capitaliste.

Dans son livre *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Lénine montre comment la base matérielle de l'opportunisme et du chauvinisme de la bureaucratie syndicale et des partis réformistes repose sur le fait que les capitalistes monopolistes ont des profits accrus. Cela permet aux impérialistes, écrit Lénine, de « *corrompre certaines couches d'ouvriers, et même momentanément une minorité ouvrière assez importante, en les gagnant à la cause de la bourgeoisie de la branche d'industrie ou de la nation considérées et en les dressant contre toutes les autres* ». Les groupes qui se réclament du trotskysme mais qui agissent comme porteurs d'eau, même « critiques », du PC qui est en coalition avec les partis de la bourgeoisie, constituent en fait une **barrière** qui empêche les ouvriers de prendre conscience de leur tâche historique de révolution socialiste et de construction d'une société socialiste.

Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés !

Une loi a récemment été proposée par les Verts pour permettre aux immigrés résidant en France de voter dans les élections municipales et européennes. Si nous sommes pour les droits de vote dans le cadre de notre combat pour les pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés, la loi proposée était extrêmement partielle. Elle a été applaudie par le PC dans le but de donner un certificat d'« antiracisme » au gouvernement bourgeois dont il fait partie intégrante.

Cette proposition de loi était frauduleuse – le gouvernement a clairement dit qu'il n'a aucune intention d'introduire la loi au Sénat maintenant qu'elle a été votée à l'Assemblée, ce qui est la procédure nécessaire pour l'adoption de toute loi. Bien que le PC ait fait campagne pour le « droit de vote » des immigrés résidant en France, il menait simultanément campagne à Aubervilliers (une ville ouvrière dans la banlieue de Paris contrôlée par le PC) pour expulser des immigrés guinéens traités de squatters, et les flics ont été appelés contre les étudiants sans-papiers à la fac de Saint-Denis dans la « ceinture rouge » traditionnelle du PC ! Néanmoins, bien que le PC fasse partie du consensus raciste anti-immigrés dans le gouvernement de front populaire qui inflige quotidiennement terreur raciste et déportations, il est contraint de se donner d'autres airs pour satisfaire sa base ouvrière. De plus, le PC de

Suite page 8

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Herminio Sanchez
Réalisation : Xavier Brunoy
Pages « Spartacus ! » : Thomas Angelo
Diffusion : Marc Guétier
Directeur de publication : Xavier Benoît

Le Bolchévik, BP135-10, 75463 Paris Cedex 10
Imprimerie : Roto Presse Numéris
36-40 Bd Robert Schuman - 93190 Livry-Gargan
Commission paritaire : n°59267 Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques

Ils utilisent leurs « théories » pour justifier leur soutien à la contre-révolution

LO, la LCR et la question russe

Pendant des dizaines d'années, le « Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale » (SU), dont la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) de Krivine en France est la section vedette, a faussement représenté pour des milliers de personnes en France et de par le monde le trotskysme. Plus maintenant : la LCR est finalement en train de dénoncer officiellement le trotskysme.

Le trotskysme représente la continuité du bolchévisme de Lénine, le programme de la révolution d'Octobre 1917 en Russie. Cette révolution, la première et seule révolution ouvrière victorieuse de l'histoire, a arraché le pouvoir d'Etat des mains des capitalistes et des propriétaires fonciers, collectivisant et planifiant l'économie, instaurant le monopole du commerce extérieur, et apportant des acquis immenses pour les peuples autrefois opprimés dans la « prison des peuples » tsariste, pour les femmes, et représentant pour les ouvriers avancés dans le monde entier l'espoir d'un monde débarrassé des capitalistes. Après et malgré la prise du pouvoir politique par la bureaucratie parasitaire de Staline début 1924, les trotskystes ont continué à défendre inconditionnellement l'Etat ouvrier dégénéré soviétique contre l'impérialisme et la contre-révolution. Nous avons défendu jusqu'au bout les formes de propriété collectivisées issues de la révolution d'Octobre, qui n'ont été finalement détruites que dans la période qui a suivi la prise du pouvoir par Eltsine en août 1991.

Ceci n'est pas une question académique ou historique. Aujourd'hui la question russe demeure une question programmatique vitale pour les ouvriers révolutionnaires du monde : le destin des Etats ouvriers déformés chinois, nord-coréen, vietnamien et cubain est en jeu. Nous luttons pour défendre ces Etats ouvriers déformés contre toute attaque impérialiste et contre toute tentative interne de contre-révolution. Nous luttons pour une révolution politique prolétarienne pour renverser les bureaucraties stalinienne, en préservant et étendant la propriété collectivisée, et mettant en œuvre une perspective internationaliste pour de nouvelles révolutions d'Octobre dans le monde entier. Pour les renégats qui au contraire dénoncent aujourd'hui Trotsky, derrière leurs nouvelles théories se cache une politique : le soutien à la contre-révolution « démocratique ». Cette politique s'est exprimée de façon flagrante dans le soutien de la LCR et du SU au contre-coup d'Etat d'Eltsine soutenu par l'impérialisme, contre la « dictature stalinienne ».

Mais Trotsky expliquait que l'Union soviétique sous Staline demeurait un Etat ouvrier, bien que bureaucratiquement dégénéré. A cause de l'isolement de la révolution d'Octobre, dû à l'échec de la vague révolutionnaire qui avait suivi la Première Guerre mondiale, et à cause de l'arriération économique de la Russie, une caste stalinienne avait usurpé le pouvoir politique mais sans que la propriété collectivisée soit renversée. Trotsky se battait contre l'usurpation du pouvoir politique par la caste bureaucratique stalinienne, et pour le programme internationaliste de Lénine.

La bureaucratie stalinienne soviétique n'avait pas de position indépendante au niveau des formes de propriété : elle n'était pas une classe sociale, mais une caste sociale parasitaire qui s'appropriait une partie, il est vrai exorbitante, des marchandises produites dans le cadre de la pro-

priété d'Etat. Mais elle ne pouvait pas posséder individuellement les moyens de production eux-mêmes, c'est-à-dire les usines, ni les transmettre par héritage. La défense trotskyste de l'URSS veut dire que nous défendions ces formes de propriété collectivisées de façon inconditionnelle, c'est-à-dire sans poser comme condition préalable le renversement de la bureaucratie stalinienne.

Depuis 1917 les impérialistes étaient déterminés à renverser l'Union soviétique



Der Spiegel

En 1980, Lech Walesa et Solidarność ont jeté les ouvriers dans les bras de l'Eglise catholique. Nous trotskystes avons lutté contre la contre-révolution capitaliste, alors que le SU proclamait « Solidarité avec Solidarność » et LO était « entièrement solidaire avec les luttes » des travailleurs derrière Solidarność.

et la reconquérir pour l'exploitation capitaliste. Depuis Kautsky, théoricien de la social-démocratie allemande de l'époque, en passant par toute une panoplie d'autres renégats, tous ont pris pour prétexte la « démocratie » pour se ranger dans la croisade contre l'Union soviétique, et lui donner une couverture soi-disant « ouvrière ». Mais, comme l'écrivait Trotsky dans *Défense du marxisme* : « Staline renversé par les travailleurs : c'est un grand pas en avant vers le socialisme. Staline éliminé par les impérialistes : c'est la contre-révolution qui triomphe. Tel est le sens précis de notre défense de l'URSS [...] ».

La LCR à l'avant-garde de la « gauche » anticommuniste

Maintenant la LCR dénonce officiellement leur reste d'attachement formel, vide de contenu depuis longtemps, vis-à-vis du trotskysme et de l'Union soviétique. Leur hebdomadaire *Rouge* a commencé le nouveau millénaire avec un supplément dont le but est bien de faire table rase du passé. Le rédacteur en chef de *Rouge*, Christian Picquet, a introduit le supplément en mettant dans le même sac Hiroshima, Auschwitz et « la Kolyma », c'est-à-dire les camps de travail soviétiques sous Staline, comme « trois visages distincts de la barbarie ». Un article signé Enzo Traverso déclare aussi sans ambages : « Les totalitarismes – le fascisme et le stalinisme – se sont révélés des visages possibles de notre civilisation ». Ils ne font ici que reprendre le thème central du *Livre noir du communisme*, un pamphlet anticommuniste qui fait l'amalgame entre le communisme et le fascisme ; glorifiant la démocratie bourgeoise comme un principe qui transcende tout, il décrie également le communisme et le fascisme comme des systèmes totalitaires (voir notre article paru dans *Spartacist* édition française n° 32, printemps

1998).

Des dessins accompagnent les articles du supplément de *Rouge*, et ils sont tout aussi dégoûtants que ceux-ci. L'un d'entre eux montre deux jeunes devant un portrait de Trotsky, avec la tête fracassée par le piolet de son assassin stalinien. Ils disent : « C'était un précurseur... Il a révolutionné l'art du piercing ». On s'attendrait à trouver un tel dessin dans un journal fasciste. Un autre dessin intitulé « 1989 : fin du cauchemar communiste » montre la chute

de l'Etat (et de la bureaucratie) » chez Trotsky, et dénonçant la tonalité « dogmatique » de la polémique de Trotsky *Défense du marxisme*.

En fait l'étiquette « trotskyste » de la LCR ne correspondait plus à aucune réalité depuis bien longtemps. Les prédécesseurs du SU, dirigés par Michel Pablo, avaient détruit la Quatrième Internationale de Trotsky au début des années cinquante, en liquidant les organisations trotskystes dans les partis stalinien et sociaux-démocrates. Le pablisme était la justification théorique d'une impulsion non révolutionnaire basée sur l'abandon de la perspective de construction d'une avant-garde prolétarienne. Ce révisionnisme a été combattu à l'époque par le Comité international, dirigé par le SWP (Parti socialiste ouvrier) américain de James P. Cannon, dont nous représentons la continuité. Les pablistes quant à eux sont devenus des partisans enthousiastes de toutes sortes de forces petites-bourgeoises, notamment les staliniens et les nationalistes de gauche dans les pays coloniaux et néo-coloniaux.

La défaite au Vietnam des impérialistes dirigés par les USA avait donné un répit à la guerre froide antisoviétique. Mais dès la fin des années 1970, les impérialistes sont repartis dans une violente croisade anticommuniste dont en Europe Mitterrand était le porte-parole le plus agressif. Les pablistes de la LCR, qui encore peu auparavant étaient des partisans enthousiastes des staliniens vietnamiens, allant jusqu'à justifier le meurtre des trotskystes vietnamiens par Ho Chi Minh, se reconvertirent en combattants de guerre froide à la traîne de Mitterrand. Ils ont pris part à toutes les campagnes de la guerre froide des années 1980 contre l'Union soviétique. Ils ont soutenu avec ferveur les forces cléricales réactionnaires de Solidarność en Pologne, organisant des « Comités Solidarité » dans les syndicats en France.

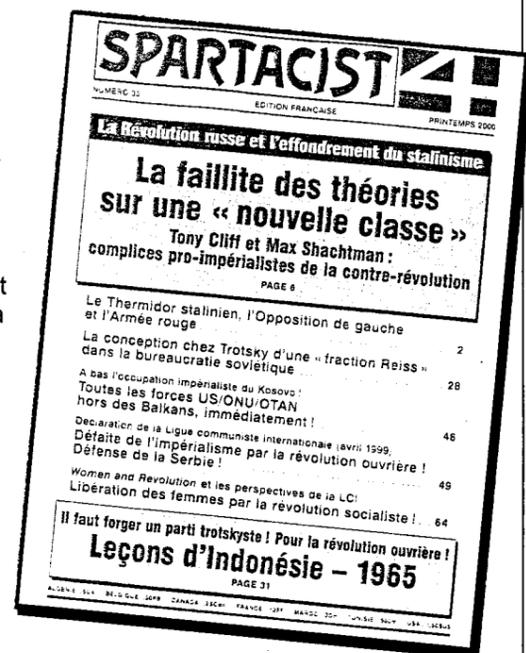
Aujourd'hui, les pablistes, tirant un trait d'égalité entre Staline et Lénine (et donc nécessairement Trotsky également), veulent donc se débarrasser de l'étiquette « trotskyste » et cherchent à se vendre à la bourgeoisie comme des propagandistes crédibles pour le verdict de la bourgeoisie que le communisme est soi-disant mort. Les pablistes sont en quête d'un « parti

Suite page 4

du mur de Berlin avec le commentaire « On a mis 72 ans [en d'autres termes depuis 1917] à trouver la sortie ».

Parallèlement une série des principaux dirigeants de la LCR ont publié des articles polémiquant explicitement contre Trotsky, qui insistait que l'Union soviétique était un Etat ouvrier dégénéré qu'il fallait défendre militairement de façon inconditionnelle. Ainsi Michel Lequenne proclame officiellement « la faillite de [...] la théorie trotskyste de l'Etat ouvrier dégénéré » (et pour les nouveaux, « déformés ») (*Critique communiste* n° 157, hiver 2000). Antoine Artous lui fait écho, prétendant dans le même numéro déceler « toute une série de faiblesses ou de véritables points aveugles de la théorie marxiste

Le nouveau numéro de *Spartacist* contient notamment un article démolissant les théories de Cliff et Shachtman, qui alléguaient que l'Union soviétique n'était pas un Etat ouvrier dégénéré, mais une sorte de société « capitaliste » avec une « nouvelle classe », et se sont faits les complices de la campagne de l'impérialisme pour la contre-révolution. Non seulement cette question est essentielle pour comprendre le monde post-soviétique dans lequel nous sommes, mais aussi elle revêt une actualité brûlante en Chine où nous, les trotskystes, sommes à notre poste pour défendre l'Etat ouvrier déformé chinois contre l'impérialisme et la contre-révolution intérieure.



10FF

Commande :
Le Bolchévik, B.P. 135-10
75463 Paris cedex 10

LO-LCR...

Suite de la page 3

large» avec des forces violemment anti-communistes; en France c'est des Verts, en Grande-Bretagne c'est les travaillistes de gauche «capitalistes d'Etat» de feu Tony Cliff, au Brésil c'est le PT de Lula. Pour notre part, nous saluons l'initiative des pablistes de se débarrasser de l'étiquette trotskyste; cela représente un pas en avant vers la clarté politique dans la gauche. La continuité du Parti bolchévique de Lénine et de Trotsky, c'est la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), dont la LTF est la section française.

Jetant à la poubelle la théorie trotskyste caractérisant l'URSS comme un Etat ouvrier dégénéré, Lequenne propose une théorie misérable d'«Etat nomenclaturiste». Artous affirme que «suite à la contre-révolution stalinienne, cet Etat n'est ouvrier ni au plan politique (parti et appareil d'Etat), ni au plan des rapports de production». Un autre dirigeant de la LCR, François Ollivier, parle d'une «contre-révolution sociale et politique» (Rouge, 23 mars) à propos du stalinisme. La LCR vient de tenir un congrès où non seulement personne ne s'est opposé à ce tournant, ils n'en ont même pas discuté.

Toutes ces «théories» ne sont au fond que de pitoyables remakes des renégats du trotskysme Max Shachtman et Tony Cliff. Défense du marxisme, que dénonce Artous, était une polémique de Trotsky contre Shachtman alors que celui-ci, au début de la Deuxième Guerre mondiale, renonçait à la défense inconditionnelle de l'URSS sous la pression de sa propre bourgeoisie aux USA, après le pacte entre Hitler et Staline. De même, Cliff en Grande-Bretagne avait inventé la théorie du «capitalisme d'Etat» pour justifier son refus de défendre l'URSS, ayant notamment refusé de s'opposer à son propre impérialisme pendant la guerre de Corée. Maintenant Catherine Samary, dirigeante de la LCR et leur porte-parole notamment concernant les pays de l'Est, déclare qu'au plus tard avec l'avènement de Solidarność en Pologne «une révolution sociale était à nouveau nécessaire» (citée par Artous dans Critique communiste, hiver 2000). Cela correspond au moment où les pablistes ont sauté à pieds joints dans la croisade de guerre froide des impérialistes. Toutes ces «théories» ne sont que de piètres élucubrations pour tenter de justifier la trahison programmatique de ces renégats, qui avec la question cruciale de la défense de l'URSS sont intégralement passés du côté de leur propre bourgeoisie. Notre revue internationale Spartacist (édition française n° 33, printemps 2000) contient une polémique de fond contre Shachtman et Cliff sur cette question décisive.

L'antitrotskysme affiché de la LCR facilite les prétentions orthodoxes de LO

Aujourd'hui certains courants politiques qui étaient toujours aussi antisoviétiques que la LCR font semblant de s'opposer à l'antitrotskysme explicite du SU. On peut prendre l'exemple de Socialist Action (SA) aux USA. SA, qui se déclare section sympathisante du SU, se plaint aujourd'hui des propositions de la majorité du SU pour leur prochain «Congrès mondial» en 2001; la majorité propose de se débarrasser de pratiquement toute référence même pour la forme à la Quatrième Internationale au nom du «pluralisme», et de revenir à l'héritage de la Première Internationale de l'époque de Marx - c'est-à-dire de rejeter non seulement la révolution d'Octobre mais aussi Lénine qui avait dénoncé la Deuxième Internationale social-chauvine (dont la plupart de ses partis avait soutenu leur propre bourgeoisie pendant la première guerre impérialiste mondiale), et qui avait scissionné d'elle. Ils veulent rejeter la fondation de l'Internationale communiste, sans parler de la lutte de Trotsky pour poursuivre le programme de Lénine contre les usurpateurs

staliniens et de la fondation de la Quatrième Internationale.

En réponse SA revendique l'«héritage programmatique de la Quatrième Internationale» contre cette «trahison». Mais cette revendication est grotesque étant donné le véritable programme de SA. Cette organisation cherche en fait à se faire les larbins pour la bureaucratie anti-communiste et pro-Parti démocrate de l'AFL-CIO américaine. On peut voir la



LO et LCR en bloc pendant la guerre des Balkans en 1999; l'«autodétermination pour le Kosovo» était le prétexte impérialiste aux bombardements.

politique de SA dans leur enthousiasme pour Solidarność soutenue par la CIA, qui avait été le fer de lance pour la restauration du capitalisme en Pologne. En 1981 Nat Weinstein, une grosse légume de SA, avait défilé avec les combattants de guerre froide affichés du «Parti libertaire», et encore à ce jour Socialist Action utilise le logo de Solidarność comme insigne pour son journal.

Quant à Lutte ouvrière, la position explicitement antibolchévique de la LCR donne une ouverture à LO pour prendre une pose orthodoxe. Ils ont écrit toute une polémique contre les pablistes, intitulée «La LCR est-elle sur la voie de sa "mutation" et de sa "refondation" ?» (Lutte de classe n° 50, avril), où ils se posent en défenseurs de la Révolution russe et du trotskysme par rapport à leurs éternels partenaires de bloc électoral. Alors que la politique des pablistes est devenue un système anticommuniste cohérent, les analyses de Lutte ouvrière sont, elles, incohérentes, et au niveau programmatique elles ne l'ont pas menée à d'autres conclusions que la LCR: comme elle, LO a soutenu la campagne antisoviétique de guerre froide, même si c'était en général de façon moins enthousiaste que la LCR.

LO est en mesure de marquer efficacement des points contre la série de la «Légende du siècle» de la LCR. LO défend la dissolution par les Bolchéviks de l'Assemblée constituante, et démasque les efforts de la LCR pour dépeindre Rosa Luxemburg comme une «démocrate» antiléniniste. LO raille la LCR pour son rejet de la Révolution russe afin de revenir à l'exemple de la Révolution française de 1789; ils font remarquer à juste titre que la LCR veut «critiquer une révolution prolétarienne à l'aune d'une révolution bourgeoise». LO montre que le Livre noir du communisme a inspiré l'amalgame que fait la LCR entre le stalinisme et le fascisme. LO démasque également l'orientation actuelle des pablistes en direction des «mouvements sociaux» petits-bourgeois comme l'écologie et le féminisme.

LO tourne proprement en ridicule la prétention de la LCR qu'au moins jusqu'il y a peu la social-démocratie était «une voie réformiste vers le socialisme», et note qu'«il y a plus de quatre-vingt-cinq ans qu'en 1914 la social-démocratie est passée avec armes et bagages du côté de l'ordre bourgeois». Mais LO est elle-même silencieuse sur le rôle qu'a joué la social-démocratie pendant ces 85 ans pour chercher à effectuer le renversement

contre-révolutionnaire de l'Union soviétique, et encore maintenant des Etats ouvriers déformés restants, pour le compte de ses propres maîtres bourgeois. Les tentatives pour écraser par la violence les syndicats procommunistes en Europe de l'Ouest après la Deuxième Guerre mondiale, les efforts pour présenter des réactionnaires des «nations captives» et de véritables fascistes dans le bloc soviétique comme des «démocrates dissidents», la

l'assassin Milosevic - Droit à l'autodétermination pour le Kosovo» (voir photo ci-contre). Cette banderole était entièrement compatible avec l'appel ouvert de la LCR à une occupation du Kosovo non pas par l'OTAN, dominée par les USA, mais par l'ONU ou l'OSCE où la France aurait davantage son mot à dire. Quant à la soudaine conversion de LO à la lutte pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, elle était parfaitement synchronisée avec la campagne impérialiste qui avait fait de l'oppression bien réelle des Albanais du Kosovo le prétexte «humanitaire» pour leurs bombardements. Pour les trotskystes le droit d'autodétermination pour les Albanais du Kosovo était pendant la guerre des Balkans subordonné à la défense militaire de la Serbie contre l'impérialisme.

Les impérialistes, dont la France de façon préminente, occupent maintenant depuis un an le Kosovo, qui a été soumis au nettoyage ethnique intégral des Serbes, des Tsiganes et autres minorités nationales. En septembre 1999, la LCR défendait explicitement l'occupation impérialiste: «Les "accords de paix" établissant au Kosovo un protectorat sous mandat de l'ONU ont permis aux gouvernements de l'UE de se remettre en selle, évitant une hégémonie absolue des Etats-Unis et de l'OTAN. Ils représentent un moindre mal, assurant au moins le retour massif et rapide des populations albanais-kosovares, impensable sans une force d'interposition internationale» (Rouge, 2 septembre 1999). Et LO n'a jamais appelé au retrait de ces troupes!

Nous les trotskystes de la LCI nous avons à l'époque appelé à la défaite de l'impérialisme par la révolution ouvrière, et nous avons défendu la Serbie, sans accorder le moindre soutien politique à Milosevic (voir notre déclaration internationale, reproduite dans Spartacist édi-



Seule la LCI/LTF a lutté pour la défaite de l'impérialisme par la révolution ouvrière, défendant militairement la Serbie contre l'OTAN.

hasard que l'engouement de LO pour ce parti réformiste ex-stalinien soit un phénomène post-soviétique. Pendant la guerre froide des années 80 tous les pseudo-«trotskystes», et LO tout autant que la LCR, étaient les larbins du front populaire de Mitterrand. LO a capitulé à sa propre bourgeoisie par l'intermédiaire de la social-démocratie antisoviétique du PS en soutenant n'importe quelle force hostile à la survie de l'Union soviétique et des Etats ouvriers déformés, de l'Afghanistan et la Pologne à l'Allemagne de l'Est et l'URSS elle-même. Comme toujours, les défaitistes envers la Russie soviétique étaient défaitistes chez eux, et réciproquement.

Tout comme ils ont soutenu leur propre impérialisme dans la guerre froide, maintenant ils le soutiennent jusque dans ses interventions militaires à l'étranger. Pendant la guerre des Balkans l'année dernière, LO et LCR, qui faisaient une campagne électorale commune, paraissaient ensemble avec une banderole cosignée LO-LCR le Premier Mai 1999, qui disait «Non aux bombardements de l'OTAN - A bas

tion française n° 33, printemps 2000). Nous exigeons le retrait immédiat des Balkans de toutes les troupes des USA, de l'ONU et de l'OTAN.

La capitulation de LO pendant la guerre froide des années 80

Les années qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale ont vu l'expansion du pouvoir soviétique et la création d'Etats ouvriers déformés en Europe de l'Est. A part la Yougoslavie, où la bourgeoisie fut chassée par les partisans de Tito, ces Etats ouvriers, créés bureaucratiquement par le haut, reposaient essentiellement sur l'Armée rouge qui avait écrasé les Nazis et les bourgeoisies locales alliées à ceux-ci. La Révolution chinoise de 1949 était également un événement d'importance historique mondiale: la destruction du capitalisme par une formation nationaliste stalinienne basée sur la paysannerie a arraché le quart de l'humanité des griffes de l'exploitation. De même, la bourgeoisie fut chassée de Corée du Nord et du Vietnam. Tous ces nouveaux Etats ouvriers

étaient **bureaucratiquement déformés dès le départ.**

A Cuba, dans des circonstances exceptionnelles qui ont suivi le renversement de la dictature détestée de Batista en janvier 1959 - l'absence de la classe ouvrière luttant en son propre nom pour le pouvoir, la fuite de la bourgeoisie nationale, l'encerclement impérialiste hostile, et l'aide vitale de l'Union soviétique - le gouvernement petit-bourgeois de Castro a exproprié le capital étranger et national en 1960, créant un Etat ouvrier, bien que celui-ci soit bureaucratiquement déformé dès le départ (voir notre brochure « Pour la révolution politique! Les Etats ouvriers déformés et la théorie marxiste »).

Pour stopper ces développements révolutionnaires après la Deuxième Guerre mondiale et détruire ces nouveaux Etats ouvriers, les impérialistes ont commencé la guerre froide. Derrière, c'était l'URSS elle-même qui était visée. Les trotskystes devaient donc à tout prix défendre ces nouveaux acquis du prolétariat mondial. Comme l'écrivait Trotsky dans sa polémique *Défense du marxisme* à propos de l'occupation par l'Armée rouge de la Pologne orientale dans la foulée du pacte Hitler-Staline de 1939: « Notre appréciation générale du Kremlin et de l'Internationale communiste ne modifie pas, cependant, le fait particulier que l'étatisation des formes de propriété dans les territoires occupés constitue en soi une mesure progressiste. Il faut le reconnaître ouvertement. Si Hitler lançait demain ses armées à l'assaut de l'Est afin de rétablir "l'ordre" dans la Pologne orientale, les travailleurs d'avant-garde défendraient contre Hitler ces nouvelles formes de propriété établies par la bureaucratie bonapartiste soviétique. »

Mais LO a toujours systématiquement refusé de défendre de telles formes de propriété établies après la Deuxième Guerre mondiale. Dans leur polémique contre la LCR ils se vantent de ne jamais avoir reconnu aucun pays, sauf l'Union soviétique, comme un Etat ouvrier: « Notre courant était le seul à dire que les Démocraties populaires n'étaient que des Etats bourgeois, déformés si on veut par la pression de l'URSS, mais n'aspirant qu'à réintégrer le giron de l'impérialisme quand cela serait possible. Et c'est effectivement ce qui advint, quand l'URSS, avant d'exploser elle-même, relâcha son étreinte. »

Quant à l'Union soviétique, LO se contentait de dire qu'ils la défendraient le jour où elle serait attaquée. Mais en Afghanistan les impérialistes soutenaient et finançaient massivement une guerre dont le but explicite était de tuer le plus grand nombre possible de soldats soviétiques et d'installer un régime farouchement réactionnaire dans un pays ayant 1500 kilomètres de frontière commune avec l'URSS. Bien entendu, le Kremlin n'était pas intervenu en Afghanistan pour faire une révolution, mais simplement pour défendre la frontière soviétique menacée par les impérialistes. Mais le lâche retrait d'Afghanistan par Gorbatchev, face à la campagne impérialiste soi-disant pour le pauvre petit peuple afghan, indiquait clairement l'intention des bureaucrates du Kremlin de capituler jusqu'au bout. Ce retrait a ouvert la voie à la contre-révolution en Pologne, en RDA, et finalement en Union soviétique même.

LO nous attaque, nous trotskystes, pour avoir défendu inconditionnellement l'URSS en Afghanistan contre les mollahs égorgeurs de femmes, armés et financés par la CIA. Oui, nous prenions un côté! Nous donnions un soutien militaire inconditionnel à l'Union soviétique, sans le moindre soutien politique à la bureaucratie - tout comme Trotsky. Nous disions « Salut à l'Armée rouge en Afghanistan! Etendez les acquis d'Octobre aux peuples afghans! » LO au contraire comparait à l'époque l'intervention soviétique en Afghanistan avec la sale guerre impérialiste des USA contre le Vietnam! Trotsky raillait ceux qui confondaient dans la même terminologie (« impérialisme ») l'expansion de l'Etat ouvrier avec l'agression impérialiste.

Kaboul, 1989: miliciennes afghanes armées de fusils fournis par les Soviétiques, dans une lutte à mort contre les réactionnaires soutenus par la CIA. Suite au traître retrait soviétique, nous avions offert d'organiser une brigade internationale contre les égorgeurs de femmes moyenâgeux. LO et la LCR étaient de l'autre côté de la barricade.



L'époque impérialiste est marquée par le partage du monde entre quelques grandes puissances capitalistes qui exportent non seulement des marchandises, mais du capital financier; ces grandes puissances inévitablement luttent entre elles pour remettre en cause ce partage du monde, suivant le rapport de forces qui change sans cesse entre elles, et c'est pourquoi l'époque de l'impérialisme est une époque de guerres - et de révolutions.

Avec l'Afghanistan, l'autre point chaud de la guerre froide des années 80 a été la Pologne. Nous avons dit dès l'apparition de Solidarność: « Une Pologne ouvrière, oui! La Pologne du pape, non! » Alors que Solidarność, qui sous couvert d'être soi-disant un « syndicat », s'est développée comme organisation contre-révolutionnaire financée par la social-démocratie allemande et la CIA, et dirigée par le Vatican, nous les trotskystes nous avons dit: « Stoppez la contre-révolution de Solidarność! » Nous avons cherché à mobiliser la classe ouvrière polonaise pour qu'elle se réapproprie ses racines prosocialistes, défende l'Etat ouvrier contre les forces de la réaction cléricale et de l'impérialisme, et renverse la bureaucratie stalinienne qui avait pavé la voie à Solidarność. Nous avons donné un soutien militaire au coup d'Etat du général Jaruzelsky, qui a donné un répit en mettant temporairement en échec la tentative de prise du pouvoir de Solidarność.

L'ouvriérisme était alors très pratique pour LO: il facilitait leur suivisme vis-à-vis de Solidarność contre-révolutionnaire, afin d'« être avec les travailleurs ». La prise du pouvoir par Solidarność a signifié la destruction de l'Etat ouvrier déformé polonais, et à nouveau l'esclavage pour les femmes par l'Eglise catholique.

La LCI s'est battue pour la révolution politique prolétarienne en Allemagne de l'Est

Le seul argument que LO nous objecte sempiternellement, c'est que nous soyons soi-disant des suivistes de la bureaucratie stalinienne, des crypto-staliniens en quelque sorte. Leur argument « massue », c'est que nous étions du côté soviétique en Afghanistan, contre les mollahs soutenus par la CIA! En ce qui concerne l'URSS, nous sommes soi-disant à la traîne de la bureaucratie stalinienne parce que nous reconnaissons qu'une couche particulière issue de celle-ci, dirigée par Eltsine, l'instrument des impérialistes, a restauré le capitalisme! La stalinophobie social-démocrate de LO les mène à nier que c'est la « démocratie capitaliste » qui a amené la dévastation actuelle en Russie, et à chercher à faire porter la responsabilité pour cela au « stalinisme ».

Lors de sa dernière fête de la Pentecôte, LO a refusé de nous donner un stand, explicitement pour nous censurer politiquement. (L'année dernière ils nous avaient

agressés physiquement alors que nous dénoncions leur soutien à leur propre impérialisme dans la guerre des Balkans.) Cependant nous sommes parvenus à intervenir à la fête dans un forum où Lutte ouvrière avait invité à son podium une espèce de brontosaurus stalinien allemand, Fritz Vilmar, qui apparemment a écrit un livre sur les méfaits de la réunification de l'Allemagne. Un de nos camarades a expliqué notre intervention trotskyste en 1989-1990 pour diriger la révolution politique prolétarienne naissante qui se développait alors (voir l'article « Allemagne 1989-1990: révolution ou contre-révolution » dans notre nouvelle brochure), contre la bureaucratie stalinienne qui abdiquait et qui a fini par carrément livrer l'Etat ouvrier déformé est-allemand à la contre-révolution.

Le point tournant des événements de 1989-1990 en Allemagne c'était la manifestation du 3 janvier 1990 au parc de Treptow à Berlin-Est. C'était une manifestation prosoviétique et prosocialiste de 250 000 personnes, appelée à notre initiative contre la profanation par des fascistes du monument aux morts soviétiques; les staliniens s'étaient joints à l'appel à la manifestation quand ils s'étaient rendu compte que les usines de Berlin-Est soutenaient notre appel. Nous nous sommes adressés à cette audience de masse en donnant une perspective trotskyste pour des conseils d'ouvriers et de soldats au pouvoir et pour un parti léniniste-égalitariste, pour une Allemagne rouge des conseils ouvriers.

C'est Gorbatchev lui-même qui reconnaissait récemment que cette manifestation était le point tournant. Il disait à la télévision allemande le 8 novembre dernier, à l'occasion du dixième anniversaire de la chute du mur de Berlin: « Nous avons

changé d'avis sur le processus de réunification de l'Allemagne sous l'impact des événements qui se sont déroulés en RDA. Une situation particulièrement critique s'est produite en janvier [1990]. Au fond, il s'est produit un effondrement des structures. Un danger a surgi, un danger de désorganisation, de déstabilisation importante. Cela a commencé le 3 janvier et cela a continué pratiquement chaque jour. » Ce « danger », c'était le spectre d'une révolution politique prolétarienne, dirigée par des trotskystes, pour chasser la bureaucratie et défendre et étendre à l'Ouest les formes de propriété collectivisées de l'Allemagne de l'Est. Et les staliniens ont alors choisi « le moindre mal »: livrer la RDA au Quatrième Reich de l'impérialisme allemand.

Lutte ouvrière avait à l'époque salué la contre-révolution capitaliste, d'une façon qui était bien plus explicite et unanime que même la LCR d'alors. Ils avaient en effet dès la chute du mur de Berlin proclamé que la classe ouvrière « n'a rien à perdre à l'évolution actuelle de la RDA » (Exposé du Cercle Léon Trotsky du 10 novembre 1989) et que « même si cette réunification se fait entièrement sous l'égide du capitalisme, les révolutionnaires n'ont aucune raison d'y être opposés » (Lutte de classe, décembre 1989).

Bien entendu, aujourd'hui que les conséquences horribles de la réunification capitaliste sont visibles pour tout le monde, ils ne claironnent plus leur position d'alors. Et lors de la fête de LO, face au stalinien Vilmar d'un côté (qui faisait tout pour faire disparaître le rôle des staliniens en RDA en 1989-1990), et à nous-mêmes de l'autre, LO ne pouvait qu'exprimer faiblement qu'ils ont quelques désaccords avec les positions actuelles de Vilmar qui prétend aujourd'hui qu'il faut simplement lutter pour quelques réformes et aménagements dans un cadre capitaliste qui est insurmontable. Cette position n'est que la conséquence logique de celle du SED-PDS (le parti stalinien est-allemand dirigeant) d'alors de déclarer la réunification capitaliste inévitable.

Comment l'Etat ouvrier soviétique a été étranglé

Pour des marxistes, la société est divisée en classes sociales, qui se définissent par leur rapport avec les moyens de production: qui est-ce qui possède les moyens de production? Dans toute société de classe dans l'histoire il y a un Etat, constitué de bandes spéciales d'hommes armés (la police, l'armée, les matons...) dont la fonction est de maintenir cette division de classes. Donc l'Etat capitaliste défend les formes de propriété capitalistes, c'est-à-dire la dictature de la bourgeoisie. A l'inverse, un Etat ouvrier, comme celui issu de la révolution d'Octobre, défend des formes de propriété collectivisées, c'est-à-

Suite page 6

10FF
(36 pages)

Commande :
Le Bolchévik, B.P. 135-10
75463 Paris cedex 10

LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE
Ligue communiste internationale
(quatrième-internationaliste)

Pour la révolution politique!

Les Etats ouvriers déformés
et la théorie marxiste:
(Chine, Cuba, Indochine...)

Cette brochure, publiée pour la première fois en 1978, documente le développement de notre conception de Cuba comme Etat ouvrier déformé. Elle contient aussi notamment un discours du dirigeant trotskyste américain James P. Cannon, « Nous sommes le parti de la Révolution russe », prononcé en octobre 1939 pour soutenir la position trotskyste de défense inconditionnelle de l'URSS, contre Max Shachtman.

LO-LCR...

Suite de la page 5

dire la dictature du prolétariat. Donc nous avons inconditionnellement défendu l'Union soviétique.

LO reconnaît aujourd'hui le développement croissant de la propriété privée des moyens de production en Russie, et va même jusqu'à dire, correctement : « Les programmes de privatisation des années 1992-1996 ont démantelé l'économie étatisée et transformé la plupart des entreprises en sociétés par actions » (Exposé du Cercle Léon Trotsky du 12 mai, « De l'URSS à la Russie de Poutine »). Mais ils refusent toujours de reconnaître que l'Etat, les bandes spéciales d'hommes armés, défendent maintenant ces formes de propriété, et que c'est un Etat capitaliste ! Comme ils ne soufflent plus mot non plus que ce serait encore un Etat ouvrier, ils en sont amenés à inventer dans leur exposé du 12 mai des formulations comme « Etat déliquéscent », « Etat en morceaux », « Etat fantomatique », « féodalisation et délitement de l'Etat ».

Quelles formes de propriété défend un tel Etat ? LO ne croit bien sûr pas sérieusement que l'on assiste à un retour du féodalisme et du servage en Russie, alors pourquoi accumuler de telles inepties antimarxistes et fondamentalement révisionnistes sur la question décisive de l'Etat ? Pour répondre à cette question, il faut comprendre ce qui s'est passé en URSS en 1991-1992. En août 1991, un groupe d'ex-bureaucrates staliniens dirigé par Eltsine a pris le pouvoir lors d'un contre-coup d'Etat face à un putsch inepte par une autre clique de bureaucrates pro-perestroïka.

LO déclarait simplement à l'époque qu'Eltsine représentait « une politique un peu plus "bourgeoise" », et ils se prononçaient pour « des accords de front unique » contre la restauration du capitalisme... y compris avec des forces bourgeoises (Lutte de classe, décembre 1991). Nous avons répondu à l'époque : « Un pied de chaque côté de la barricade ? [...] Avec ses "fronts uniques" avec la bourgeoisie, LO ruine toutes ses prétentions "défensistes" et montre sa véritable nature réformiste, antisoviétique » (Le Bolchévik n° 118, avril-mai 1992). Le fer de lance de la contre-révolution en URSS en 1991, c'était

Eltsine. La prétention de LO de ne soutenir ni Eltsine ni la bureaucratie était une manière transparente de masquer son adaptation à la ligne de la bourgeoisie impérialiste, qui soutenait Eltsine à fond.

Dans la période qui a suivi, Eltsine a détruit l'Etat ouvrier dégénéré soviétique, et a construit un nouvel Etat, capitaliste. Dans un article écrit fin 1992, et reproduit dans notre nouvelle brochure sur la question russe, nous expliquions comment Eltsine avait immédiatement entrepris de réorganiser les échelons supérieurs de l'armée, mettant en place une couche d'officiers plus jeunes marqués par leur soumission à Eltsine ou par un violent nationalisme russe ; en même temps il se produisit une autopurge, de nombreux officiers prosocialistes quittant l'armée suite à l'interdiction du Parti communiste dans l'armée.

La LCI a lutté pour stopper la contre-révolution capitaliste. Nous avons mis en place une station de la LCI à Moscou, et immédiatement après le contre-coup d'Etat d'Eltsine nous avons diffusé à 100 000 exemplaires un tract en russe où nous disions que les ouvriers soviétiques auraient dû renverser les barricades d'Eltsine et ouvrir ainsi la voie à la révolution politique prolétarienne. Nous appelions les ouvriers soviétiques à enrayer le processus et empêcher la consolidation rapide de la contre-révolution. Un an plus tard, alors que ceci ne s'était pas produit, et après que par exemple la police russe anti-émeutes avait réprimé brutalement une grève des aiguilleurs du ciel, nous avons dit que l'Etat ouvrier dégénéré soviétique avait été détruit, et remplacé par un nouvel Etat capitaliste naissant.

Maintenant LO est obligée de passer complètement sous silence dans sa brochure du 12 mai de 64 pages le moment crucial d'août 1991 où la contre-révolution capitaliste avait pris l'ascendant. Lutte ouvrière est d'ailleurs aux prises avec une minorité qui, elle, a jeté l'éponge concernant l'URSS bien avant le combat final, puisqu'elle considère que l'URSS est devenue capitaliste sous Gorbatchev, ce qui en fait exonère totalement la direction de LO pour son adaptation à Eltsine et Cie. La majorité de LO comme sa minorité font disparaître le rôle joué par l'impérialisme US lors du coup d'Etat d'Eltsine

Déclaration de la LCI « Ouvriers soviétiques : repoussez la contre-révolution de Bush-Eltsine ! », publiée en russe et en polonais. C'est le premier appel à agir contre le régime d'Eltsine qui ait été diffusé en Union soviétique après le contre-coup d'Etat d'août 1991.



(afin d'étayer leur prétention absurde que l'URSS n'était pas attaquée).

La nouvelle brochure de LO continue d'affirmer que la Russie d'aujourd'hui n'est toujours pas capitaliste, et cite un représentant du cabinet de conseil McKinsey disant qu'« à ce rythme-là, l'économie russe mettra 2 000 ans avant de devenir réellement capitaliste ». Ils vont même jusqu'à prétendre cyniquement que « dans son malheur, la classe ouvrière ex-soviétique profite encore d'une sorte de sursis, en ce sens que la bureaucratie, si elle détruit tout, détruit aussi les bases qui permettraient à une authentique bourgeoisie de prendre corps dans la société ».

Pour LO, la Russie est en quelque sorte trop dans le chaos pour être vraiment capitaliste. Pour eux le capitalisme c'est l'ordre et la prospérité, avec des trains qui partent à l'heure. Au moins implicitement, cela met en question la possibilité de définir en termes de classes le caractère de toute une série de pays capitalistes, surtout dans le tiers monde, où le chaos règne, les investissements manquent, etc.

La destruction de l'URSS et de l'ex-bloc soviétique a profondément remodelé le monde où nous vivons. Les bourgeoisies d'Europe de l'Ouest, des USA et du Japon, qui ne sont plus retenues par le besoin de faire front commun contre l'URSS, sont de plus en plus en concurrence ouverte pour les marchés et les sphères d'influence, ce qui amène des guerres commerciales qui nous rapprochent de la menace d'une nouvelle guerre impérialiste. Pour augmenter leur compétitivité réciproque, les rivaux capitalistes s'attaquent à leur « propre » prolétariat, accroissent le taux d'exploitation, démantèlent l'« Etat-providence » grâce auquel ils avaient tenté de repousser le spectre du communisme après la Deuxième Guerre mondiale. Les pays néo-coloniaux sont soumis à une misère accrue. Et les Etats ouvriers restants sont confrontés aux intentions revanchistes des puissances impérialistes déterminées à les détruire.

Les masses travailleuses des ex-Etats ouvriers déformés sont soumises à la dévastation économique et sociale. Dans l'ex-Yougoslavie, où le nationalisme réac-

tionnaire a été déchaîné comme force motrice de la contre-révolution, l'« épuration ethnique » atroce règne. En Russie post-soviétique l'implosion économique et sociale sans précédent qui a lieu aujourd'hui permet d'apprécier à quel point l'économie planifiée et collectivisée était vraiment progressiste historiquement. Depuis 1991 la production a chuté d'au moins 50 %, les investissements de capitaux de 90 %. Aujourd'hui en Russie un tiers de la main-d'œuvre urbaine est, dans les faits, sans emploi. 75 % de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté ou à peine au-dessus, et 15 millions de personnes souffrent de la faim. L'espérance de vie a fait une chute spectaculaire : elle est maintenant de seulement 57 ans pour les hommes, en-dessous de ce qu'elle était il y a un siècle et, de 1992 à 1997, la population totale a diminué de trois millions et demi de personnes. Comme l'avait prédit Trotsky, la restauration capitaliste a fait de l'URSS un pays ravagé par la misère, en proie à toutes les déprédations impérialistes.

Et tous ceux qui ont refusé de défendre l'Union soviétique contre la contre-révolution partagent la responsabilité pour cette catastrophe.

LO nie le caractère contradictoire de la bureaucratie stalinienne

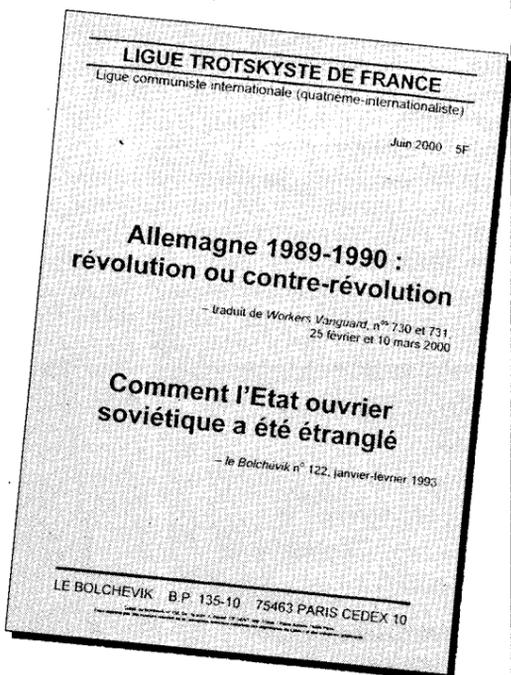
La bureaucratie stalinienne n'est pas homogène. Dans certains cas la caste stalinienne peut défendre avec ses propres méthodes la dictature prolétarienne, par exemple, malgré Staline, quand l'Union soviétique a été envahie par les Nazis en 1941. Mais, comme le soulignait Trotsky, « ces méthodes sont telles qu'elles facilitent la victoire de l'ennemi pour demain » (la Nature de classe de l'Etat soviétique). Trotsky faisait de plus remarquer que la bureaucratie oscillait entre la pression de l'impérialisme et les contraintes des formes de propriété prolétariennes. Par exemple il écrivait dans sa polémique de 1939 « Un Etat non ouvrier et non bourgeois ? » : « La pression de l'impérialisme sur l'Union soviétique vise à modifier la nature même

Vient de paraître !

La nouvelle brochure de la LTF contient deux articles documentant la lutte de la Ligue communiste internationale en RDA en 1989-1990, et en URSS en 1991-1992, pour défendre la propriété collectivisée dans ces pays, contre la contre-révolution capitaliste. Le premier article est le texte d'une présentation de Steffen Singer, l'éditeur de Spartakist, le journal de notre section allemande, à l'occasion du dixième anniversaire de la chute du mur de Berlin ; cette présentation documente de façon très vivante et détaillée notre intervention trotskyste en 1989-1990 en RDA pour une révolution politique prolétarienne contre la bureaucratie stalinienne qui abdiquait. Le deuxième, publié en 1993 dans le Bolchévik, analyse la crise terminale du stalinisme soviétique et comment nous avons dans des conditions difficiles cherché à cohérer un noyau soviétique derrière le drapeau de la Quatrième Internationale de Trotsky.

5 FF
(26 pages)

Commande : Le Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10



ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK

20 F pour 4 numéros (1 an)
(incluant Spartacist)

Hors Europe : 30 F (avion 40 F) - Etranger : mandat poste international

Nom _____ Tél _____

Adresse _____

CP _____ Ville _____ Pays _____

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

de la société soviétique. Cette lutte – aujourd'hui pacifique, demain militaire – découle des formes de propriété. En tant que mécanisme de transmission de cette lutte, la bureaucratie s'appuie tantôt sur le prolétariat contre l'impérialisme, tantôt sur l'impérialisme contre le prolétariat pour accroître sa propre puissance.»

Dans sa polémique d'avril contre la LCR, publiée dans *Lutte de classe*, LO écrit que «Les Eltsine, les Poutine, apparaissent pour ce qu'ils sont, les représentants d'une caste privilégiée née du déclin de la révolution, et qui tient plus de la mafia que d'une nouvelle classe sociale». Par contre *Lutte ouvrière* écrit dans sa nouvelle brochure *De l'URSS à la Russie de Poutine*: «Sur le plan social, le régime stalinien était une dictature contre la classe ouvrière et la bourgeoisie. [...] Les nécessités de la dictature sociale ont entraîné la dictature politique sous la forme de la dictature d'un chef [...]». Toute la stalinophobie de LO s'exprime ici, c'est-à-dire qu'ils prennent les crimes du stalinisme comme prétexte pour soutenir l'antisoviétisme de leur propre bourgeoisie. Alors que LO continue à dire que la bureaucratie est une caste, c'est-à-dire qu'elle n'est pas une classe, cette idée que sur le plan social le stalinisme s'opposait également à la classe ouvrière et à la bourgeoisie, n'est rien d'autre qu'une théorie de la bureaucratie comme nouvelle classe sociale. Evidemment une telle explication théorique s'accommode fort bien de la politique de LO de refuser de défendre l'Union soviétique quand elle existait. Quant à la déclaration de LO que le régime stalinien était «une dictature contre la classe ouvrière», Trotsky aurait pu être en train de polémiquer contre elle quand il écrivait dans *La Révolution trahie* en 1936: «Le prolétariat n'a pas encore dit son dernier mot. La bureaucratie n'a pas créé de base sociale à sa domination, sous la forme de conditions particulières de propriété. Elle est obligée de défendre la propriété de l'Etat, source de son pouvoir et de ses revenus. Par cet aspect de son activité, elle demeure l'instrument de la dictature du prolétariat.»

Trotsky concluait son ouvrage *Défense du marxisme* avec les paroles suivantes: «Il faut prendre l'Etat ouvrier tel qu'il est, tel qu'il est sorti de l'impitoyable laboratoire de l'histoire, et non tel que l'imaginer un "professeur socialiste" en tournant,



International News

La LCI a publié en russe pour la première fois «l'Internationale communiste après Lénine». Cette oeuvre de Léon Trotsky, écrite en 1928, démolit le dogme stalinien du «socialisme dans un seul pays», et tire les leçons de l'échec de la révolution chinoise de 1927, développant la théorie de la Révolution permanente.

mélancolique, son doigt dans son propre nez. Les révolutionnaires sont obligés de défendre toute conquête de la classe ouvrière, si déformée soit-elle par la pression des forces ennemies. Celui qui ne sait pas défendre les vieilles conquêtes, n'en fera jamais de nouvelles.»

La bataille pour la Chine

Aujourd'hui la question russe revêt toujours une actualité brûlante; elle signifie la défense militaire inconditionnelle de la Chine contre l'impérialisme et contre toute tentative de contre-révolution intérieure. Nous luttons pour la construction d'un parti trotskyste en Chine.

La LCR a publié dans son organe *Inprekor* de janvier dernier un article de l'éditeur de *Pioneer*, journal d'une organisation de Hongkong issue du SU, dont le seul objectif est de se plaindre que les privatisations se fassent de façon arbitraire, «rien à voir avec une quelconque préoccupation de rentabilité ou d'efficacité» au lieu d'avoir lieu suivant les lois du marché, en quelque sorte à un juste prix. En fait *Pioneer* a carrément organisé des manifestations avec le Guomindang bourgeois à Hongkong à l'occasion du retour de Hongkong sous contrôle chinois, pendant que d'autres sympathisants du SU, regroupés autour de la revue *October*

Review, soutiennent ouvertement des dissidents procapitalistes.

Quant à LO, ils allaient en 1984 jusqu'à comparer la Chine avec l'Inde capitaliste, en les plaçant sur le même pied dans un *Exposé du Cercle Léon Trotsky*. Aujourd'hui, alors que la bureaucratie cherche à adhérer à l'OMC, une initiative qui ouvrirait le pays à une pénétration impérialiste accrue, la question de la Chine devient de plus en plus urgente et interpelle de nombreux militants ouvriers. LO reconnaît maintenant qu'il y a des changements qui se produisent en Chine, et qui vont dans le mauvais sens, mais leur explication c'est que la Chine est en train de passer d'une forme d'étatisme bourgeois à une forme de capitalisme privé.

Avec ce raisonnement, ils démolissent au passage leurs propres prétentions au trotskysme contre la LCR, en reconnaissant que la Chine «bourgeoise» de Mao avait pu apporter de réels acquis sociaux. La théorie de la révolution permanente de Trotsky explique en effet que dans des pays au développement inégal et combiné, opprimés par l'impérialisme, la bourgeoisie nationale est incapable d'apporter les moindres acquis généralement associés par exemple à la révolution bourgeoise de 1789 en France, car la bourgeoisie nationale est trop faible et trop liée à l'impérialisme, et craint trop sa propre classe ouvrière.

Trotsky expliquait: «Pour les pays à développement bourgeois retardataire et, en particulier pour les pays coloniaux et semi-coloniaux, la théorie de la révolution permanente signifie que la solution véritable et complète de leurs tâches démocratiques et de libération nationale ne peut être que la dictature du prolétariat, qui prend la tête de la nation opprimée, avant tout de ses masses paysannes [...]. La révolution socialiste ne peut être achevée dans les limites nationales [...]. La révolution socialiste commence sur le terrain national, se développe sur l'arène internationale et s'achève sur l'arène mondiale» (*Thèses sur la révolution permanente*).

Mais pour LO, l'unification nationale et la révolution agraire ont pu être accomplies en Chine non grâce à la dictature du prolétariat (même déformée par la domination d'une caste stalinienne), mais par un Etat «bourgeois» agissant contre les capitalistes chinois mais... pour leur plus grand bien! Si LO pense que l'étatisme dans un cadre bourgeois peut apporter le progrès, Trotsky disait tout le contraire: «L'étatisme, dans ses efforts pour diriger l'économie, ne s'inspire pas du besoin de développer les forces productives, mais du souci de maintenir la propriété privée au détriment des forces productives qui s'insurgent contre elle. L'étatisme freine l'essor de la technique en soutenant des entreprises non viables et en maintenant des couches sociales parasitaires; il est en un mot profondément réactionnaire» (*la Révolution trahie*).

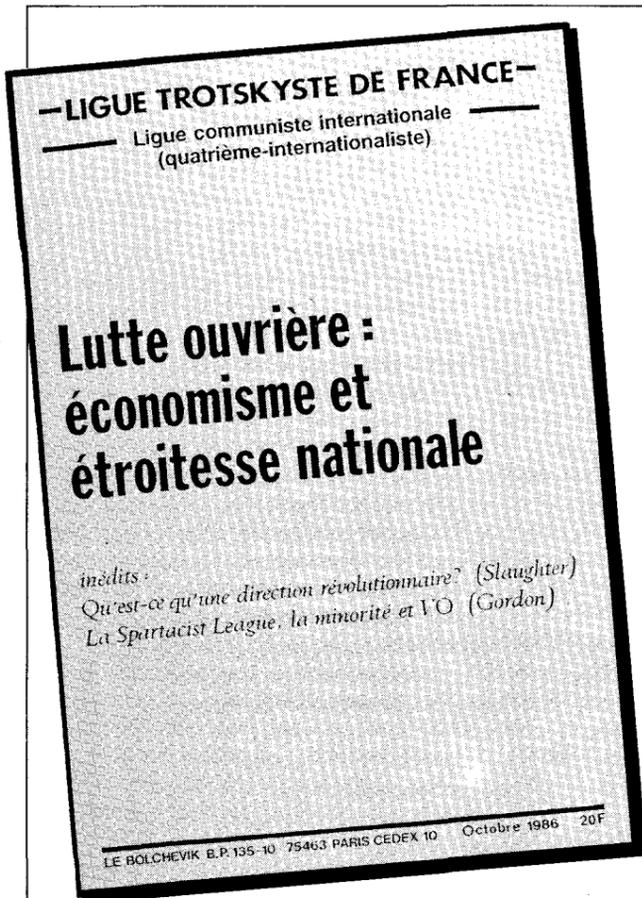
En fait, quand LO parle de la révolution permanente, cela n'a rien à voir avec la

théorie de Trotsky; pour LO, la «révolution permanente» est quelque chose qu'on agite contre les impressionnistes tiers-mondistes à leurs heures (passées) de la LCR, pour justifier son propre manque d'intérêt envers les luttes démocratiques qui ne sont pas «ouvrières», par exemple la lutte contre l'oppression spécifique des femmes et des minorités, ou les luttes nationales contre l'impérialisme.

Ainsi, pendant la guerre d'Algérie, Voix ouvrière (les prédécesseurs de LO) avait soutenu le droit d'autodétermination pour le peuple algérien, c'est-à-dire son droit à l'indépendance, mais elle avait refusé de se prononcer pour la défaite de son propre impérialisme. Se plaçant du point de vue des ouvriers français arriérés pour qui la guerre en Algérie et l'intervention en Egypte «coûtent cher» (éditorial du 20 mars 1957), VO se contentait d'appeler à la lutte économique pour que les travailleurs français cessent de faire les frais de cette guerre «qui d'une part ruine le pays [la France] et de l'autre aboutit à priver l'économie française des ressources algériennes» (*Lutte de classe* n° 5, 8 janvier 1957). Car sinon, disaient-ils, «nos dirigeants respectifs [des travailleurs français et du peuple algérien] finiront, après bien des crimes se complétant des deux côtés, par s'entendre sur notre dos et celui des massacrés aussi bien des Mèlouza [des Algériens bellounistes tués par le FLN] que des Palestro [où une patrouille de 22 soldats français avait été tuée, également par le FLN] passés, présents et à venir» (éditorial du 13 juin 1957). Ils plaçaient ainsi explicitement les bouchers impérialistes gouvernant la France sur le même pied que le FLN nationaliste!

L'insistance de LO que la Chine est en train de passer d'une forme d'étatisme bourgeois au capitalisme privé, en fait minimise et enjolive la gravité de la politique de la bureaucratie stalinienne. Celle-ci, en poussant pour des mesures de «libre entreprise», pave en fait la voie pour la contre-révolution capitaliste – et en même temps prépare le terrain pour une nouvelle explosion prolétarienne révolutionnaire. Les grèves à grande échelle, et la résistance de la classe ouvrière chinoise aux ravages des «réformes de marché», représentent un obstacle à la campagne des impérialistes pour la destruction contre-révolutionnaire de l'Etat ouvrier déformé chinois (voir notre article dans ce numéro, en dernière page). La perspective trotskyste de la révolution politique prolétarienne se base sur la prémisse fondamentale de la défense inconditionnelle des Etats ouvriers déformés contre l'impérialisme et les tentatives intérieures de contre-révolution. Il faut cohérer des partis trotskystes dans les Etats ouvriers déformés pour préparer et diriger les luttes de la classe ouvrière vers la victoire politique. C'est cela notre politique, et il faut la stalinophobie enragée de LO pour prétendre y discerner du suivisme vis-à-vis des staliniens. Ce à quoi ils objectent en réalité, c'est que nous défendons les formes de propriété collectivisées qui constituent le fondement de classe des Etats ouvriers bureaucratiquement déformés restants.

Fondamentalement LO a partagé avec la LCR l'antisoviétisme de guerre froide à la remorque du front populaire de Mitterrand, et ils n'ont en rien rompu avec, poursuivant la même politique traitre concernant la Chine. Chacun avec ses propres «théories», celles de la LCR beaucoup plus ouvertement droitières que celles de LO, ils se sont débarrassés du devoir de la défense des Etats ouvriers contre la contre-révolution. Que ce soit sur la question russe, sur la question domestique du front populaire ou sur le soutien de LO à son propre impérialisme dans la guerre des Balkans, LO ne représente pas la moindre alternative face à l'abject réformisme social-démocrate de la LCR. Ceux qui veulent lutter pour de nouvelles révolutions d'Octobre doivent se tourner vers la LCI, le parti dont le drapeau est sans tache. **Reforçons la Quatrième Internationale de Trotsky!**



Cette brochure, publiée en 1986, contient des textes et articles sur la conception du parti d'avant-garde léniniste, ainsi que de nombreux articles du Bolchévik polémiquant contre *Lutte ouvrière* sur la question de la lutte contre le fascisme et l'oppression raciste, ainsi que la question de la défense militaire inconditionnelle de l'URSS.

20FF
(76 pages)

Commande :
Le Bolchévik, B.P. 135-10
75463 Paris Cedex 10

Immigrés...

Suite de la page 2

même que les pseudo-trotskyistes tels que LO pourraient bénéficier électoralement du droit de vote des immigrés.

Loin de dire la vérité et de montrer le rôle du gouvernement bourgeois de front populaire, la plupart des pseudo-trotskyistes se sont mis aux basques du PC. Par exemple, les centristes de droite de Pouvoir ouvrier, qui comme toutes les organisations réformistes, ont soutenu l'élection du gouvernement de front populaire actuel, écrivent qu'ils sont pour « l'égalité de droits » et pour le droit de vote des immigrés, mais pour eux, le meilleur moyen de réaliser cela c'est que les militants fassent voter dans les formations politiques et syndicales des motions « engageant leurs organisations dans la lutte [...] De cette manière nous obligerons les réformistes à faire ce qu'ils disent. Et si leurs dirigeants ne font pas ce que la majorité a décidé, les militants de base devront alors en tirer toutes les conséquences » (Pouvoir Ouvrier, juin-août).

Alors que d'un côté Lutte ouvrière défend le droit de vote pour les immigrés et se raccroche à la campagne du PC sans murmurer une seule critique du rôle du PC, ils ont aussi leur propre déformation ouvriériste sur la question immigrée. Au fond, la méthodologie de LO est d'opposer la question démocratique du droit de vote à la lutte de classe. Ainsi, LO argumente que : « Les travailleurs immigrés, en tant que partie intégrante de la classe ouvrière, ont des moyens de peser sur la vie politique avec bien plus d'efficacité que dans les urnes. Lorsque les travailleurs se mettent à agir [...] il importera peu de savoir si ceux qui agissent ont une carte d'identité ou pas et s'ils peuvent voter ou non aux prochaines élections municipales » (Lutte Ouvrière n° 1660, 5 mai).

Il est certain que les ouvriers immigrés forment une composante importante du prolétariat en France, et LO a raison de dire que la base pour l'unité des ouvriers « français » et « immigrés » réside dans leurs intérêts de classe communs. Mais ces intérêts ne peuvent être mis en avant que si le mouvement ouvrier prend la tête d'une lutte déterminée contre l'oppression spécifique des minorités, une oppression qui est institutionnalisée par l'Etat capitaliste raciste. En faisant disparaître les immigrés dans la « lutte de classe », LO refuse de s'adresser à l'oppression spéciale des immigrés sous le capitalisme raciste. Vu l'armée qui patrouille le métro avec des mitraillettes et le harcèlement raciste régulier dans les transports en commun, où les pièces d'identité sont régulièrement vérifiées, cette question est certainement très réelle pour la majorité de la population à peau foncée de France. Et il faut s'adresser spécialement à cette question, et la classe ouvrière doit lutter contre, et non pas l'ignorer et la nier, comme essaie de le

faire LO. La position de LO est une autre forme de capitulation au PC et à la direction actuelle de la classe ouvrière qui attise le chauvinisme français et qui représente un obstacle à la lutte contre le racisme qui divise la classe ouvrière.

Cela s'exprime clairement dans la position de LO sur les questions d'oppressions spécifiques, malgré leur participation occasionnelle à des manifestations pour les droits des femmes ou des immigrés sur une base fraternelle avec le PC et d'autres partis du gouvernement de front populaire qui est lui-même anti-femmes et anti-immigrés. Par exemple, sur la fac de Saint-Denis l'hiver passé, LO, bien



Le 23 octobre 1999, une mobilisation ouvrière/noire de masse à New York initiée par nos camarades stoppait une provocation des fascistes du Ku Klux Klan.

qu'ayant des sympathisants actifs sur la fac, s'est abstenue totalement de la lutte pour défendre les étudiants sans-papiers qui occupaient un amphi pour exiger la régularisation de leur statut qui leur était refusée par la préfecture et par l'administration de la fac dirigée par le PC. Au contraire, à Saint-Denis, la LTF a activement défendu ces étudiants et s'est jointe à l'occupation. Nous avons publié des tracts appelant à soutenir les étudiants en lutte, tout en mettant en garde contre les illusions qu'avaient les étudiants envers l'administration, l'agent de l'Etat bourgeois sur la fac, et en mettant en avant la nécessité de mobiliser la puissance de la classe ouvrière pour défendre cette lutte. Aussi, après que les étudiants ont été attaqués par les flics appelés par l'administration, nous avons obtenu des déclarations contre la répression policière de la part de syndicats ouvriers, la CGT CEGELEC, ainsi que la CGT cheminots de la Gare du Nord. Pire que l'inaction à Saint-Denis, à Lille en 1994, LO est allée jusqu'à organiser une contre-manifestation contre des lycéens qui se révoltaient contre l'expulsion raciste de jeunes filles qui portaient le hidjeb à l'école.

Le racisme fait partie du capitalisme français. Nous luttons en faveur des pleins droits démocratiques pour les immigrés, mais le fait d'avoir le droit de vote, ou même des papiers d'identité français, ne vous aide pas beaucoup quand vous êtes à la recherche d'un appartement ou d'un travail lorsque votre nom est maghrébin ou que vous avez la peau foncée. Pour construire le parti d'avant-garde qui va diriger la lutte pour détruire le capitalisme raciste une bonne fois pour toutes, les révolutionnaires doivent s'opposer à toute expression de racisme et de discrimination, par exemple l'article n° 1 des statuts de la fonction publique qui interdit à des citoyens qui ne sont pas français de travailler dans ce secteur.

Pendant la gigantesque vague de grèves de 1995, les divisions racistes au sein de la classe ouvrière étaient manifestes quand la direction réformiste de la classe ouvrière (les bureaucrates du PC, du PS, de LO et de la LCR dans les syndicats CGT, CFDT, FO et SUD) refusa d'étendre la grève au puissant secteur privé à forte proportion immigrée. Mobiliser les ouvriers contre la terreur raciste des flics

aurait eu un énorme impact pour étendre la grève au secteur privé - où les travailleurs « immigrés » sont une composante clé de l'industrie lourde - ainsi que pour gagner du soutien à la grève dans les banlieues-ghettos explosives. Nous avons lutté pour cette perspective pendant la grève. Comme nous l'avons expliqué à l'époque, une telle mobilisation « nécessitait aussi une lutte déterminée contre la terreur anti-immigrée qui a été mise en œuvre 14 ans durant sous Mitterrand et qui a été aujourd'hui considérablement intensifiée par Chirac. [...] Pourtant, les directions syndicales non seulement n'ont rien fait pour lutter contre cette croisade raciste du gouvernement,

de Lille. Il s'agit des nouveaux flics mis en place par Chevènement et qui sont soi-disant plus proches de la population. En d'autres termes, les soi-disant flics sympas que LO réclamait au mois de décembre lorsqu'ils ont écrit que « [...] la vie dans les banlieues empire faute de gardiens d'immeubles, d'employés municipaux, voire, pourquoi pas, de policiers proches de la population et respectueux de cette dernière » (Lutte Ouvrière, 3 décembre 1999).

LO a semé le même genre d'illusions mortelles dans l'Etat bourgeois après le meurtre de Riad Hamlaoui. Dans l'éditorial de Laguiller du 21 avril ils écrivaient : « Le rôle que cette société assigne aux policiers est de faire accepter aux jeunes de ces quartiers le sort de parias qu'elle leur réserve. Cela fait de la police la première cible dans des affrontements dont sa propre attitude augmente encore la gravité. » La « première cible » ? La vérité c'est tout le contraire ; après le meurtre de Riad Hamlaoui, alors que le quartier explosait contre cette atrocité raciste, ce sont les jeunes qui ont été tabassés par les flics qui faisaient le siège de la cité. 70 jeunes ont été arrêtés et certains ont été jugés en comparution immédiate et condamnés à des peines de travaux d'intérêt général. Une semaine plus tard un autre tribunal lillois requerrait 12 mois avec sursis seulement pour des flics qui avaient tué un boxeur d'origine congolaise en 1998. Mais pour LO ce sont les flics qui sont les premières cibles des événements !

Le programme de LO n'est pas de détruire le capitalisme, mais plutôt de faire croire aux gens qu'il est possible que l'Etat capitaliste agisse dans l'intérêt des ouvriers et des opprimés. C'est là une négation profonde de la théorie marxiste de l'Etat. Pour nous marxistes, les flics représentent, avec l'armée, les matons, les juges et autres, le noyau de l'Etat bourgeois. L'Etat, ce sont des détachements spéciaux d'hommes armés, qui ont le monopole des armes, afin de défendre les formes de propriété capitalistes. Sans les flics et l'Etat, pourquoi est-ce que les ouvriers accepteraient indéfiniment de se faire exploiter dans les usines pendant que les capitalistes s'enrichissent de leur sueur et de leur sang ?

L'existence de l'Etat, de ces détachements d'hommes armés, découle directement de la division de la société en classes et de la nécessité pour la classe dominante de se maintenir par la violence contre les exploités et les opprimés. C'est pourquoi les flics ne sont rien d'autre que les chiens de garde des capitalistes, ils n'ont rien à voir avec la classe ouvrière même si parfois ils en étaient originellement issus. Ce sont des hommes qui se sont engagés à défendre l'ordre bourgeois par la violence. Il est illusoire et utopique de vouloir réformer ou épurer la police.

C'est un scandale que les directions réformistes des syndicats acceptent des flics dans les syndicats. Il y a des flics dans FO et dans la CGT. De plus, la FASP, qui était le principal syndicat de flics, comptait parmi les fondateurs du Groupe des Dix, dont font partie les syndicats SUD, où notamment des partisans et des ex-membres de la LCR sont actifs. Nous, les trotskystes, nous disons : **Flics hors des syndicats !** C'est un mot d'ordre élémentaire qui fait partie de notre conception fondamentale de l'indépendance prolétarienne vis-à-vis de la bourgeoisie.

Nous voulons au contraire construire un parti ouvrier révolutionnaire pour donner une direction consciente aux luttes de la classe ouvrière, non seulement pour améliorer leurs conditions de vie actuelles, mais pour en finir avec le système tout entier de racisme et de guerre impérialiste. Ce combat doit être un combat international. Nous luttons pour les Etats-Unis socialistes d'Europe. Seule une économie collectivisée et planifiée internationalement pourra en finir avec la pauvreté, la misère, le racisme et la guerre impérialiste. Nous faisons nôtre le mot d'ordre de Karl Marx et Friedrich Engels : « Proletariats de tous les pays, unissez-vous ! »

**Pour contacter
la Ligue
trotskyiste
et
la Jeunesse
spartaciste**

Paris
Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris cedex 10
Tél : 01 42 08 01 49

Rouen
Le Bolchévik
BP 240
76003 Rouen cedex
Tél : 02 35 73 74 47



Marxisme et religion

Aujourd'hui, notamment à la suite de la contre-révolution en Union soviétique et en Europe de l'Est, l'obscurantisme religieux et la superstition mystique se développent. La religion est répandue parmi les jeunes que répugnent les horreurs du capitalisme et du racisme, beaucoup d'entre eux se tournant vers une sorte de spiritualisme comme réponse à la « cupidité des entreprises » et à l'exploitation. Diverses organisations soi-disant marxistes et révolutionnaires flattent bassement cette arriération sociale ambiante.

En France, l'Islam est une religion en pleine expansion. Mais il reste une « religion de ghetto », une réaction à l'oppression raciste permanente. La religion dominante dans ce pays reste la religion catholique. Il suffit d'allumer la télé le dimanche matin pour voir la messe et autres émissions religieuses. La plupart des manifestations réactionnaires comme celle contre le PACS en 1998 ou pour la défense de l'« école libre » confessionnelle en 1984 étaient organisées par l'Eglise catholique.

Pour gagner une nouvelle génération à la lutte pour le socialisme, basée sur une conception matérialiste de la société, les communistes doivent combattre sans répit la religion et les autres formes d'idéalisme qui se tournent vers le surnaturel, en expliquant que la fin de l'oppression se trouve en ce bas-monde, pas dans un autre. Le texte qui suit, basé sur une présentation faite par le camarade Alan Wilde au Spartacus Youth Club (SYC) [Groupe de jeunesse spartaciste] de Los Angeles, et publié dans la brochure spartaciste « Enlightenment Rationalism and the Origins of Marxism » (1998) [Le rationalisme des Lumières et les origines du marxisme], explique l'approche du SYC.

En tant que marxistes, nous sommes des matérialistes, des matérialistes dialectiques, ce qui signifie donc d'irréconciliables athées, comme l'a dit une fois le révolutionnaire russe Léon Trotsky. Nous avons besoin d'apprendre à connaître la religion non pas comme un exercice académique, mais pour la combattre. Lénine, le dirigeant de la Révolution russe de 1917, a écrit : « Le matérialisme dialectique de Marx et d'Engels [...] applique la philosophie matérialiste au domaine de l'histoire [...]. Nous devons combattre la religion ; c'est l'abc de tout le matérialisme et, partant, du marxisme. Mais le marxisme n'est pas un matérialisme qui s'en tient à l'abc. Le marxisme va plus loin. Il dit : il faut savoir lutter contre la religion ; or, pour cela, il faut expliquer d'une façon matérialiste la source de la foi de la religion des masses » (Lénine, « De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion », 1908).

A un moment donné de l'histoire, la religion avait une raison d'être particulière. L'homme vivait de la chasse et de la cueillette, et dépendait entièrement d'une nature cruelle et en perpétuel changement qu'il ne pouvait comprendre, alors il a imaginé un système d'explication des événements naturels. Telle était la fonction du spiritualisme, du mysticisme et de la religion. Avec l'avènement de la propriété privée et de la société de classe, la religion, qui s'était développée simplement pour donner une explication à ce que la logique empirique humaine ne pouvait pas expliquer, est devenue à la fois un moyen d'oppression et une échappatoire pour les opprimés. En notant que « c'est l'homme qui fait la religion, ce n'est pas la religion qui fait l'homme », Karl Marx expliquait : « La détresse religieuse est, pour

une part, l'expression de la détresse réelle et, pour une autre, la protestation contre la détresse réelle. La religion est le soupir de la créature opprimée, l'âme d'un monde sans cœur, comme elle est l'esprit de conditions sociales d'où l'esprit est exclu. Elle est l'opium du peuple.

« L'abolition de la religion en tant que bonheur illusoire du peuple est l'exigence que formule son bonheur réel. Exiger qu'il renonce aux illusions sur sa situation c'est exiger qu'il renonce à une situation qui a besoin d'illusions » (Critique de la philosophie du droit de Hegel, 1844).

Le marxisme n'est pas un moyen parmi d'autres et en concurrence avec eux de réaliser le progrès. C'est l'unique moyen de changer fondamentalement la société. Le marxisme peut revendiquer cela car il se base entièrement sur le monde matériel. A la différence des philosophes qui ont seulement cherché à interpréter le monde, Marx et Engels se sont battus pour changer la société. Leur perspective pour le changement, la révolution socialiste, se basait entièrement sur des forces sociales existantes.

Le marxisme en tant que perspective, mode de pensée et moyen de changement peut être appliqué à l'histoire. Etant donné qu'il n'est pas basé sur la foi, on peut scientifiquement prouver le marxisme. Aucune philosophie ne pourra jamais affirmer honnêtement cela, parce que toutes se basent sur une forme ou une autre de perspective idéaliste qui place les idées de l'humanité au-dessus de son environnement. Par exemple, quand le système féodal s'est effondré et que le système bourgeois était en pleine ascendance, la philosophie qui a aidé et expliqué le développement révolutionnaire du capitalisme fut aussi formulée par les philosophes des Lumières. Un idéaliste, par exemple, pourrait argumenter que ces idéaux philosophiques des Lumières ont développé le système capitaliste de production et de distribution, et que si quelqu'un avait imaginé le capitalisme deux mille ans auparavant, on l'aurait eu à ce moment-là. C'est comme cela qu'on me l'a enseigné dans un cours d'histoire à l'université il y a quelques mois. Le marxisme, par contre, est matérialiste parce qu'il analyse le monde en se basant sur les relations des classes entre elles et sur les moyens de production existants. Aussi, avec cette compréhension, les marxistes peuvent intervenir pour changer ces relations.

Le mysticisme religieux dans l'Amérique capitaliste

D'après le Los Angeles Times (17 mai 1997), 75 % des Américains croient aux anges, et 87 % disent que la foi religieuse est très importante dans leur vie. Une étude récente montre que près de 45 % des étudiants de première année de fac ne croient pas à la théorie de l'évolution de Darwin (Scientific American, octobre 1997). Nous vivons dans une époque marquée par l'absence de luttes sociales et de conscience de classe des travailleurs, ce qui permet à l'obscurantisme de se faire passer pour légitime. Quelle que soit leur valeur distractive, des séries télévisées comme « X-Files », « Paranormal News » [Informations paranormales] ou « Unsolved Mysteries » [Mystères non résolus] propagent la mystification et l'irrationalisme. Puis il y a des choses comme le « Réseau des amis télépathes » qui s'appuient sur l'arriération sociale et sur l'ignorance. L'effondrement du stalinisme et la destruction de l'Union soviétique et des Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est, qui

a eu une portée historique mondiale, n'ont fait qu'aider à l'extension de l'obscurantisme réactionnaire, là-bas comme ici. A Saint-Petersbourg, qui s'appelait auparavant Leningrad, les nouveaux bourgeois au pouvoir ont fermé un magnifique musée dédié au matérialisme et à l'athéisme, que les bolchéviques avaient créé dans une ancienne église, et l'ont remplacé par une église orthodoxe (que l'aspirant tsar Boris Eltsine a rétablie comme église officielle de Russie). Si l'on en croit la bourgeoisie, le marxisme, la seule idéologie intégralement matérialiste et dialectique, vient finalement d'échouer. Aux USA, comme le notait l'éditorial du 19 mai 1997 du Los Angeles Times, « Enlèvements par extra-

sions et leurs croyances religieuses. Face aux cas individuels que nous allons rencontrer en cette période de réaction nous devons être résolus. Les chances sont en ce moment contre nous. A moins que nous ne gagnions ces jeunes à notre programme complet, leur contradiction sera très probablement résolue dans le sens de la réaction et de l'obscurantisme. Evidemment, nous ne considérons pas la rupture de l'emprise de la religion sur la classe ouvrière comme un processus linéaire par lequel nous convainquons chaque personne que nous rencontrons de l'arriération de la religion. Comme l'a écrit Lénine, nous comprenons que « seule la lutte de classe des masses ouvrières, amenant les plus larges couches



Affiche bolchévique montrant une femme d'Asie centrale soviétique qui rejette le voile. Le régime contre-révolutionnaire d'Eltsine a restauré la puissance de l'Eglise orthodoxe en Russie.



terrestres, visites nocturnes, canaux spirituels, voyages interdimensionnels et capacités télépathiques ne représentent qu'une partie des prétentions cinglées qui sont omniprésentes dans nos médias. »

Les masses travailleuses continuent d'avoir un contrôle et une compréhension limités des conditions réelles qui dirigent leur vie, et, en l'absence de lutte de classe et de conscience de classe, la religion sert de consolation émotionnelle énorme.

La religion est une question privée. En tant que marxistes nous nous opposons à toute forme de persécution et d'oppression contre les religions. Les gens doivent pouvoir se livrer à leur foi religieuse sans interférence de l'Etat, et, de même, nous ne voulons pas que la religion dicte sa conduite à l'Etat - les marxistes défendent la complète séparation de l'Eglise et de l'Etat. C'est pourquoi en 1877 Friedrich Engels, le proche collaborateur de Marx, a condamné la proposition pseudo-révolutionnaire du philosophe allemand Eugen Dühring que la religion devrait être interdite dans la société socialiste.

Nous ne devons pas être arrogants envers les jeunes de gauche qui, bien qu'ayant de bonnes impulsions en ce qui concerne le racisme, l'avortement et les droits des homosexuels, sont pris dans une énorme contradiction entre leurs impul-

du prolétariat à pratiquer à fond l'action sociale, consciente et révolutionnaire, peut libérer en fait les masses opprimées du joug de la religion ».

Il pourrait être utile de faire une comparaison entre la religion et la famille. Les deux sont des moyens d'oppression et des justifications de l'oppression qui répondent aussi à un objectif social. La famille élève une nouvelle génération de personnes, bien que ce soit en opprimant énormément les femmes. Dans un Etat ouvrier, ces services seraient pris en charge par la société elle-même ; ils seraient socialisés grâce aux cuisines communes, aux laveries, à la prise en charge des enfants, le tout aux frais de l'Etat. La famille n'est pas « abolie », elle est remplacée. Nous sommes la seule organisation de gauche aujourd'hui à avoir publié une revue, Women and Revolution [Femmes et Révolution], dont l'objectif était d'expliquer une conception marxiste de la question femme et d'autres questions sociales.

De même, pour les opprimés, la religion est une sorte de consolation pour l'oppression matérielle et la déchéance. C'est une conception du monde et une philosophie qui est directement opposée au marxisme. Cependant, l'Etat ouvrier ne peut pas simplement abolir la religion.

Chine...

Suite de la page 12

Ceci signifie la conciliation avec l'impérialisme mondial et l'opposition à la lutte pour la révolution socialiste dans les autres pays. Cette perspective nationaliste est exprimée aujourd'hui dans l'attitude amicale du régime stalinien envers la bourgeoisie chinoise off-shore au nom de la construction d'une « grande Chine ».

La bureaucratie stalinienne n'est pas une classe possédante, mais une *caste* parasitaire : reposant sur les formes de propriété prolétariennes, elle joue simultanément le rôle de courroie de transmission des pressions du marché mondial capitaliste sur l'Etat ouvrier déformé. En réponse à ces pressions impérialistes, qui se sont considérablement intensifiées depuis la restauration capitaliste dans l'ex-Union soviétique, la bureaucratie a étendu les « réformes de marché » inaugurées par Deng Xiaoping à la fin des années 1970. Récemment, le rythme des privatisations et des réductions d'activité des entreprises d'Etat s'est accéléré par anticipation de l'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), une initiative qui, si elle se réalise, ouvrirait la Chine à un niveau accru de concurrence de la part des multinationales occidentales et japonaises, et aussi aux investissements étrangers dans certaines industries. Nous luttons contre la pénétration impérialiste dans l'Etat ouvrier déformé chinois, et nous défendons le monopole d'Etat du commerce extérieur.

Dans *la Révolution trahie* (1937), Trotsky écrivait à propos de la bureaucratie stalinienne soviétique : « Elle continue à défendre la propriété étatisée par crainte du prolétariat. » Confrontée à une colère montante à la base, la bureaucratie de Pékin marche sur des œufs, emprisonnant ou même exécutant certains responsables pour corruption flagrante, et faisant à l'occasion machine arrière sur certaines des mesures de « libre marché » qu'elle

avait elle-même proposées. Un article du *New York Times* (16 avril) sur une joint-venture entre Volkswagen et la municipalité de Shanghai le regrettait : « La Chine continue à protéger beaucoup de ses industries d'une vraie concurrence, laissant en retour subsister de trop nombreuses usines et une gestion médiocre. Alors même que le gouvernement prévient que les sociétés chinoises étatisées doivent se préparer à la concurrence mondiale, la plupart des secteurs de l'économie restent englués dans leur passé socialiste. »



L'entrée du prolétariat chinois dans les manifestations à Tiananmen en 1989 a marqué le début d'une révolution politique naissante contre la bureaucratie stalinienne.

Les Etats-Unis et les autres grandes puissances capitalistes sont déterminés à fomenter une contre-révolution capitaliste qui nécessitera une répression sanglante du prolétariat chinois et la destruction de l'appareil d'Etat dominé par le Parti communiste. A cette fin, tout en poursuivant la politique d'engagement constructif avec le régime de Pékin, dans le but d'intensifier la pénétration économique, Washington brandit sa puissance militaire contre la Chine et parraine toute une série de forces – depuis la cohue des défenseurs du « Tibet libre » soutenus par la CIA jusqu'aux « dis-

sidents » pro-impérialistes – dans le but de fomenter la contre-révolution de l'intérieur. Les Etats-Unis proposent une « défense anti-missile régionale » en Extrême-Orient, laquelle vise prioritairement les Etats ouvriers déformés chinois et nord-coréen, et soutiennent depuis 50 ans Taïwan comme un rempart contre la Chine.

Nous, trotskystes de la LCI, luttons pour la défense militaire inconditionnelle de la Chine et des autres Etats ouvriers déformés – Corée du Nord, Vietnam et Cuba – contre les agressions impérialistes

l'ennemi de classe, c'est-à-dire que cela ne dépend pas du renversement préalable des bureaucraties staliniennes. Notre défense ne dépend pas non plus des circonstances et des causes immédiates du conflit. »

Prenez garde aux hommes de paille de l'impérialisme dans les syndicats !

Dans la campagne contre-révolutionnaire de l'impérialisme US, la bureaucratie syndicale de l'AFL-CIO joue un rôle clé et ses opérations anticommunistes contre les syndicats combattifs en Amérique latine, en Corée du Sud et ailleurs dans le monde lui ont valu dans tout le tiers-monde le surnom d'« AFL-CIA ». Ceci va de pair avec la collaboration de classes des pontes syndicaux aux Etats-Unis, où ils jouent le rôle de police politique des capitalistes à l'intérieur des syndicats.

En Europe de l'Est et dans l'ex-URSS, ces « lieutenants ouvriers » de l'impérialisme américain ont parrainé et aidé à organiser des « syndicats libres » qui étaient des béliers pour la restauration capitaliste. Au début des années 1980, la bureaucratie de l'AFL-CIO a servi d'intermédiaire pour financer Solidarność, un pseudo-« syndicat » polonais qui a été le fer de lance de la contre-révolution capitaliste en Europe de l'Est. Plus tard, en Union soviétique, les envoyés de l'AFL-CIO ont cherché à canaliser le mécontentement ouvrier provoqué par les « réformes » orientées vers le marché de la *perestroïka* de Mikhaïl Gorbatchev vers le soutien au démagogue anticommuniste Boris Eltsine. Le coup d'Etat pro-impérialiste d'Eltsine, en août 1991, a débouché dans les mois qui ont suivi, en l'absence de résistance ouvrière de masse, à la contre-révolution capitaliste.

La contre-révolution capitaliste dans l'Etat ouvrier dégénéré soviétique et dans les Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est, préparée par des décennies catastrophiques de pouvoir stalinien, a amené chômage de masse, chute de l'espérance

Religion...

Suite de la page 9

Cela ne ferait que créer de la sympathie pour la religion et le mysticisme et provoquer une réaction dans cette direction. Pour combattre la religion, un Etat ouvrier doit créer les conditions matérielles pour la remplacer, afin que les masses elles-mêmes la rejettent en faveur du rationalisme, du matérialisme. La conception religieuse du monde est remplacée par une compréhension de comment le monde naturel et social fonctionne, et comment les hommes peuvent intervenir sur lui, pour créer les meilleures conditions matérielles possibles pour ceux qui vivent sur terre, pour eux-mêmes. La perspective à l'origine de la religion n'est donc pas abolie ; elle est remplacée par le matérialisme, le marxisme.

Le combat contre la religion

Le parti doit résolument batailler pour gagner la jeunesse au matérialisme. Il ne s'agit pas de la liberté de croire ce que l'on veut mais, comme cela a été dit plus haut, le mysticisme et le marxisme sont deux façons opposées non seulement de voir le monde et de l'étudier, mais aussi d'agir sur lui. Il est tout-à-fait logique qu'un parti marxiste attende de ses membres qu'ils embrassent la vision du monde marxiste, c'est-à-dire qu'ils soient matérialistes et athées. Les groupes de jeunesse spartacistes ne diluent pas le programme du parti pour la révolution socialiste et mènent un combat intransigeant dans la jeunesse au sujet du mysticisme et de la religion. Comme l'a écrit Lénine, les marxistes « considèrent la religion comme une affaire privée en face de l'Etat, mais non envers eux-mêmes, non envers le marxisme, non envers le parti ouvrier ».

Le programme de la Spartacist League est concret sur la question de la religion :

le point dix de nos règles organisationnelles (voir le *Marxist Bulletin* n° 9) déclare, « tout soutien matériel substantiel ainsi que tout prosélytisme pour une quelconque secte, religion, ou autre lubie comparable, est incompatible avec l'appartenance à la SL ». Comme l'a écrit Lénine : « Le marxiste doit être un matérialiste, c'est-à-dire un ennemi de la religion, mais un matérialiste dialectique, c'est-à-dire envisageant la lutte contre la religion, non pas de façon spéculative, non pas sur le terrain abstrait et purement théorique d'une propagande toujours identique à elle-même mais de façon concrète, sur le terrain de la lutte de classe réellement en cours, qui éduque les masses plus que tout et mieux que tout » (« De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion »). Cela dit, dans notre période actuelle marquée par le développement de la croyance religieuse, nous recrutons seulement des individus exceptionnels, et nous ne sommes pas en position de recruter les masses, mais seulement la minorité de la classe ouvrière et des opprimés qui a une conscience de classe. La question de la religion et du mysticisme est une question qui ressort en bonne place, et nous devons développer une approche réfléchie pour gagner contre la religion les ouvriers et les jeunes radicalisés.

Nous devons montrer des exemples concrets des atrocités commises au nom des dieux et des religions, notamment contre les femmes – des procès des sorcières dans l'Europe médiévale à l'excision, du terrorisme anti-avortement à l'imposition du voile en Afghanistan et en Iran, jusqu'au passage à tabac des homosexuels ou au plaidoyer esclavagiste. Les guerres de religion, la persécution et l'oppression obscurantistes sont endémiques à toutes les religions.

Nous devons aussi argumenter efficacement contre la vision idéaliste du monde en général. Il est commun de voir des spiritualistes qui sont totalement d'accord

avec nous sur les ravages de la religion organisée, mais qui croient encore à la magie ou aux « enlèvements extra-terrestres ». Le combat contre l'idéalisme est



Manifestation Act Up à Paris en mai 1992. Les réactionnaires religieux prennent pour cible les droits démocratiques des femmes et des homosexuels.

particulièrement important avec ceux qui ne rejettent la religion organisée que pour embrasser le spiritualisme nouvelle vague ou la sorcellerie d'aujourd'hui (ou ceux qui font leur choix parmi certains principes de la religion, comme un catholique qui soutient le droit à l'avortement et les droits des homosexuels mais qui se cramponne toujours à Jésus). Nous devons leur prouver que le marxisme est l'unique moyen pour comprendre le monde et le changer de fond en comble. Nous devons montrer concrètement comment une conception du monde morale ou mystique est au final contreposée à la révolution ouvrière et au socialisme.

La lutte contre la religion n'est pas un de ces exercices académiques ou philoso-

phiques. La plupart des gens sur terre sont en proie à une sorte ou une autre de religiosité et cela joue comme un obstacle à la conscience socialiste. En fin de compte, la

question de la religion se règlera dans la lutte de classe elle-même et par l'intervention du parti en tant que dirigeant de la section la plus avancée du prolétariat dans cette lutte. Mais comme la lutte de classe a ses hauts et ses bas, le parti révolutionnaire doit constamment garder son ancrage théorique intact tout le temps ; il doit maintenir son programme. Cela signifie que nous devons nous battre pour résoudre la contradiction de quelqu'un ayant de bonnes impulsions sur les questions sociales au sens large, mais qui voit encore le monde à travers les yeux de dieu. C'est le seul moyen de gagner les jeunes et les ouvriers au communisme, c'est-à-dire pour le combat pour un monde authentiquement juste et libre. ■

de vie, misère croissante et dégradation sociale. Elle a aussi encouragé les exploités impérialistes à s'attaquer aux travailleurs et aux minorités, aux Etats-Unis et dans les autres pays capitalistes. L'intérêt de classe direct du prolétariat, aux Etats-Unis et dans le reste du monde, est de s'opposer à la campagne des impérialistes pour reconquérir la Chine pour y rétablir l'exploitation capitaliste.

Les pontes syndicaux américains essaient de rééditer en Chine le scénario qui s'est joué en Europe de l'Est et dans l'ex-URSS. A cet égard, l'American Center for International Labor Solidarity (ACILS - Centre américain pour la solidarité syndicale internationale) est une officine clé. D'après un de ses bailleurs de fonds de Washington, le National Endowment for Democracy, l'ACILS a en Chine « aidé des groupes syndicaux et des activistes clandestins à éduquer les ouvriers sur leurs droits » - c'est-à-dire à organiser des « syndicats libres » contre-révolutionnaires. Parallèlement, aux Etats-Unis, les pontes de l'AFL-CIO sont à l'avant-garde de l'opposition protectionniste et anticommuniste à l'adhésion de la Chine à l'OMC, faisant cause commune avec l'aile libérale des Démocrates, les Républicains de droite et l'aspirant cléricafasciste Pat Buchanan.

L'« AFL-CIA » aura du mal à vendre la « libre entreprise » américaine aux ouvriers chinois. En Europe de l'Est et dans l'ex-Union soviétique, beaucoup d'ouvriers avaient gobé les mensonges colportés par des gens comme Eltsine et Lech Walesa, le chef de Solidarność, qui affirmaient que le capitalisme du « libre marché » apporterait une prospérité inégalée et un niveau de vie comparable à l'Europe de l'Ouest et à l'Amérique du Nord. Mais beaucoup d'ouvriers chinois ont déjà fait l'expérience des souffrances de l'exploitation du « libre marché » : ils triment dans d'immenses usines qui sont la propriété de firmes occidentales et japonaises, d'hommes d'affaires chinois de l'extérieur ou dans des petits ateliers souvent dirigés par des exploités indigènes, et où les conditions de travail sont en général bien pires que dans les entreprises d'Etat.

Une importante concentration d'usines privées qui produisent des textiles, des vêtements et d'autres produits manufacturés est située dans le delta de la Rivière des Perles, dans la province du Guangdong face à Hong-kong. Les ouvriers des « zones économiques spéciales » (ZES), principalement des jeunes femmes originaires de la campagne, triment dans ces usines 12 heures par jour, sept jours sur sept. Leur salaire est souvent bloqué les premiers six mois, et ne leur est carrément pas versé s'ils partent avant un an ! Les lois chinoises stipulent que les heures supplémentaires sont limitées à 36 heures par semaine, et doivent être payées 50 % de plus que les heures normales. Mais les patrons de ces usines violent ouvertement le droit du travail chinois, et versent des pots-de-vin aux responsables gouvernementaux pour prix de ce privilège. Cet état de choses n'est qu'un avant-goût de ce qui attendrait les masses chinoises sous un régime capitaliste, qui étendrait et aggraverait qualitativement l'exploitation et la paupérisation que subissent aujourd'hui les ouvriers dans les ZES.

Il est significatif que même des « dissidents » anticommunistes se sentent obligés de critiquer le capitalisme de « libre marché » pour obtenir l'oreille des ouvriers chinois. L'exemple parfait est Han Dongfang, un « organisateur syndical » basé à Hong-kong qui dispose d'une émission régulière sur Radio Free Asia, une radio financée par la CIA. Han dénonce l'administration Clinton de la droite en l'accusant de « découpler la question du commerce de celle des droits de l'homme ». Toutefois cet anticommuniste belliqueux fait hypocritement semblant de partager l'intense hostilité des ouvriers chinois envers la privatisation de l'économie, quand il écrit qu'il ne pense pas qu'« une privatisation à grande échelle et rapide est la seule voie pour le processus de réforme ». (China Labour Bulletin, septembre-octobre, 1997).

Han et les gens de cet acabit se présentent comme des défenseurs des intérêts économiques des ouvriers chinois, en condamnant la Fédération chinoise des syndicats, la confédération officielle, parce que celle-ci ne défend pas les travailleurs. De fait, cet appendice de la bureaucratie stalinienne ne défend pas les intérêts des travailleurs chinois. Mais Han est pour la destruction de l'Etat ouvrier déformé chinois et l'introduction d'une exploitation capitaliste brutale dans tout le pays.

Il faut forger un parti léniniste-trotskyiste !

Une révolution politique prolétarienne commencera sous la bannière des luttes contre l'inégalité sociale et l'oppression politique, comme en 1989. La lutte pour la liberté des syndicats - sur la base de la défense de la propriété socialisée - ainsi que pour le droit de réunion et la liberté de la presse, se développera en lutte pour la démocratie des soviets, pour la formation de conseils ouvriers qui s'opposent aux parasites bureaucratiques et réprimeront les éléments contre-révolutionnaires. La question centrale est celle de la direction révolutionnaire, qui ne peut être résolue qu'en forgeant un parti léniniste-trotskyiste pour introduire la conscience socialiste révolutionnaire dans la classe ouvrière. Un tel parti combattra le chauvinisme han et fera prendre conscience au prolétariat qu'il doit faire sien la lutte pour les intérêts de tous les opprimés - depuis les femmes jusqu'à la paysannerie pauvre et les travailleurs migrants, en passant par les homosexuels.

Les travailleurs du secteur d'Etat, qui sont actuellement aux premières lignes des luttes ouvrières, constituent une majorité du prolétariat chinois. Mais les deux tiers de la population vivent toujours à la campagne, petits propriétaires, paysans ou engagés d'une autre manière dans l'économie agricole. La classe ouvrière ne peut pas arracher le pouvoir politique à la bureaucratie sans la sympathie et le soutien des masses paysannes, et en particulier des jeunes ruraux qui constituent la majorité de l'armée de conscription chinoise.

La campagne pour la restauration capitaliste a conduit à une paupérisation accrue tant des travailleurs des campagnes que du prolétariat industriel urbain. Les paysans ruinés et les jeunes qui ne trouvent pas de quoi vivre dans les régions rurales affluent dans les villes pour chercher du travail - une vaste armée de travailleurs migrants estimée à 130 millions de personnes ! Dépourvus de permis de résidence (hukou), les migrants n'ont pas droit au logement, aux soins médicaux et à l'école pour leurs enfants, toutes choses dont bénéficient ceux qui résident officiellement en ville. La plupart des migrants sont des hommes qui laissent au village leur femme et leurs enfants et qui tentent de survivre dans les villes en acceptant les emplois les plus subalternes.

Ces évolutions ont contribué à créer une importante division au sein de la classe ouvrière : beaucoup de travailleurs urbains méprisent les migrants ruraux et ont aussi peur qu'ils leur prennent leur emploi, parce que les migrants sont suffisamment désespérés pour travailler pour presque rien. Parallèlement, chaque année, des millions de migrants sont pris dans des rafles et rapatriés de force dans leur village. L'unité de la classe ouvrière exige de défendre ces travailleurs migrants. La lutte pour arracher les mêmes droits et les mêmes prestations sociales pour ces travailleurs que pour ceux qui résident en ville de longue date, pourrait constituer un premier pas dans la tâche nécessaire et cruciale de lier le prolétariat, centré dans les villes, et les masses paysannes dans la lutte contre les attaques qui se multiplient.

Dans les campagnes a émergé une classe de riches fermiers - c'est-à-dire de petits capitalistes qui engagent des travailleurs, louent les terres qu'ils n'exploitent pas à leurs voisins et se sont lancés dans des affaires non agricoles -, qui constituent un pont vers le marché mondial capitaliste et une dangereuse force de la contre-révolution au sein de la société chinoise. Le gouvernement de Pékin lui-même a calculé que, si la Chine adhère à l'OMC, jusqu'à dix millions de paysans perdront leurs moyens de subsistance du fait de l'augmentation des importations de céréales et d'autres produits, principalement depuis l'Amérique du Nord. Les capitalistes doivent être chassés des ZES et de la terre. Cela pose la question de la formation de conseils d'ouvriers et de paysans pour chasser la bureaucratie parasite. De tels conseils recollectiveront l'agriculture, fourniront des crédits à bon marché et des équipements agricoles aux paysans qui forment des coopératives, et renforceront le monopole d'Etat du commerce extérieur, qui est un moyen vital de défendre les ouvriers d'industrie et les travailleurs ruraux contre la rapacité de l'impérialisme mondial. Défense et extension de l'économie planifiée et collectivisée ! Expropriation sans indemnités des bourgeoisies vampires, impérialistes et chinoises de l'extérieur !

Certains adversaires chinois des « réformes de marché » présentent le « socialisme » de Mao comme une alternative au régime actuel. Mais la perversion maoïste du socialisme signifiait l'autarcie économique nationale et un égalitarisme primitif, où les masses étaient égales parce que tous étaient également pauvres. Au milieu du XIX^e siècle. Marx expliquait qu'en l'absence d'une société socialiste internationale basée sur le plus haut niveau de développement technologique et industriel, « c'est la pénurie qui deviendrait générale, et, avec le besoin, c'est aussi la lutte pour le nécessaire qui recommencerait et l'on retomberait fatalement dans la même vieille gadoue ». A l'opposé de la position de Marx, les staliniens prêchaient l'ineptie

que le socialisme pouvait être construit dans un seul pays si seulement l'intervention militaire impérialiste était écartée. En 1928, Trotsky réfuta ce raisonnement dans son ouvrage *L'Internationale communiste après Lénine* : « Par les chiffres des exportations et des importations le monde capitaliste nous montre qu'il a, pour réagir, d'autres armes que l'intervention militaire. Dans les conditions du marché, la productivité du travail et du système social dans son ensemble étant mesurée dans les conditions du marché par le rapport des prix, l'économie soviétique est sous la menace bien davantage d'une intervention de marchandises capitalistes à bon marché que d'une intervention militaire. C'est pourquoi il ne s'agit pas de remporter, économiquement, un triomphe isolé sur sa "propre bourgeoisie". »

En pratique, le « socialisme dans un seul pays » signifiait l'opposition à la perspective de révolution ouvrière au niveau international. Ainsi Mao, comme Staline, chercha à faire alliance avec différents régimes nationalistes bourgeois « anti-impérialistes » du tiers-monde, puis ensuite avec les impérialistes eux-mêmes. Ceci conduisit notamment à l'alliance criminelle de la Chine de Mao avec l'impérialisme US contre l'Etat ouvrier dégénéré soviétique, alliance qui fut scellée au début des années 1970, alors que les bombes américaines pleuvaient sur les héroïques ouvriers et paysans vietnamiens. Dans « La Chine à un tournant » (*Spartacist* édition française n° 31, automne 1997), nous écrivions : « L'alliance de la Chine avec les Etats-Unis, inaugurée par Mao et Zhou Enlai, prépara le terrain à la politique de "porte ouverte" à l'exploitation impérialiste de Deng dans la période suivante. Aujourd'hui, les héritiers de Mao ne se réclament même pas formellement des buts du socialisme ; ils s'offrent au contraire ouvertement comme compradors (agents) de l'impérialisme. »

Les staliniens soviétiques et chinois, qui tous étaient opposés à la démocratie ouvrière et à l'extension internationale de la révolution, ont opté de plus en plus pour des mesures de marché capitalistes dans le but d'augmenter la productivité. La voie choisie par la bureaucratie stalinienne ramènerait les masses chinoises à l'époque pré-révolutionnaire, celle de la misère et du joug impérialiste. La modernisation de la Chine - qui fournira la base d'une vie décente pour tous ses habitants, sur la base de l'accès à la technologie avancée et aux ressources productives aujourd'hui concentrées en Amérique du Nord, en Europe de l'Ouest et au Japon - nécessite une révolution socialiste prolétarienne dans les centres impérialistes, qui jettera les bases d'une économie socialiste internationale planifiée. C'est la tâche de la LCI, qui lutte pour reforgé la Quatrième Internationale de Trotsky.

- Traduit de Workers Vanguard n° 735, 5 mai 2000

SPARTACIST

斯巴达克思 SPARTACIST

铸造一个列宁-托洛茨基主义的政党！

临界线上的中国：工人政治革命，还是资本主义奴役？

原则宣言和纲领要素

国际共产主义同盟 (第四国际主义者)

Il faut forger un parti trotskyste en Chine, afin de mobiliser le prolétariat chinois contre la contre-révolution capitaliste qui avance: Spartacist n°31 (10FF) contient des articles sur le trotskysme chinois et la lutte pour la révolution politique aujourd'hui. En chinois: «La Chine à un tournant: révolution politique prolétarienne ou esclavage capitaliste?» (5FF) et «Déclaration de principes et quelques éléments de programme» de la LCI (5FF).

Pour toute commande:
Le Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris cedex 10

Révolte des mineurs chinois contre les « réformes de marché »

En apprenant, début avril, qu'un soulèvement de mineurs chinois licenciés s'était produit fin février dans la ville de Yangjiazhangzi, les médias capitalistes du monde entier ont exprimé leur inquiétude devant la montée des luttes ouvrières en Chine. Le 7 avril, un éditorial du *New York Times*, organe de la bourgeoisie américaine, reconnaissait avec cynisme que « la phase actuelle de vente des usines et des mines d'Etat a de terribles conséquences pour beaucoup d'employés qui y travaillaient depuis des années », et conseillait à Pékin d'« entendre le message qui vient de Yangjiazhangzi ». La bourgeoisie impérialiste estime à juste titre que la résistance du prolétariat chinois aux ravages des « réformes de marché » est le principal obstacle à ses projets de reconquête capitaliste de l'Etat ouvrier bureaucratiquement déformé chinois.

L'ampleur de cette résistance ouvrière était manifeste dans cette révolte d'environ 20 000 personnes, des ouvriers et leurs familles, à Yangjiazhangzi, située à 400 kilomètres au nord-est de Pékin. Le soulèvement a débuté quand les ouvriers d'une gigantesque mine de molybdène, propriété d'Etat, qui avait été fermée en novembre dernier, exigèrent des discussions avec la direction au sujet de leurs indemnités de licenciement dérisoires - l'équivalent de 480 FF pour chaque année de travail dans les mines. La direction refusa toute discussion, et le discours prononcé par le maire de la ville ne fit qu'accroître encore la colère des travailleurs. Les mineurs et leurs familles descendirent dans les rues, érigèrent des barricades, incendièrent des voitures, brisèrent les vitres des bâtiments gouvernementaux et firent brûler des fûts d'essence.

Les autorités réagirent avec prudence, de peur que les ouvriers ne décident d'utiliser le stock de dynamite de la mine pour se défendre. Deux jours durant, les ouvriers affrontèrent la Police populaire armée, un corps spécialement créé au milieu des années 1980 pour réprimer une agitation sociale croissante. Finalement, des unités de l'armée furent appelées en renfort, qui tirèrent à balles réelles au-dessus de la tête des manifestants et mirent fin à la rébellion.

480 FF suffisent à peine à faire vivre une famille de trois personnes pendant un mois, même dans cette région en proie au marasme économique ; pourtant, les ouvriers doivent aussi payer leurs cotisations retraite et leurs cotisations sociales sur cet argent. Un homme qui avait travaillé dans les mines, avec sa femme, pendant 35 ans estime que leurs indemnités de licenciement leur permettraient de tenir environ dix mois. « Après ça, que vais-je faire ? Comment allons-nous manger ? »

L'année dernière, le Premier ministre chinois Zhu Rongji citait cette mine comme l'exemple parfait des entreprises qui perdaient de l'argent et devaient être fermées. Mais cette mine n'est « non rentable » que selon les critères du marché capitaliste. Le molybdène est un métal de valeur utilisé pour augmenter la dureté de l'acier, et la direction de la mine s'est enrichie en s'appropriant une partie de la mine ou en donnant d'autres à des comparses. Un ouvrier raconte, avec amer-

Pour la défense militaire inconditionnelle de la Chine contre l'impérialisme et la contre-révolution capitaliste !

Révolution politique prolétarienne pour chasser la bureaucratie stalinienne !

tume : « Ils ont vendu une partie de la mine à leurs amis. Ils ont vendu tous les camions de la mine. Mais nous n'avons pas vu la couleur de cet argent [...]. Ils ont tout croqué » (*Washington Post*, 5 avril).

L'approfondissement des mesures de « libre marché » prépare le terrain pour un choc gigantesque entre la bureaucratie stalinienne et les masses prolétariennes et paysannes. Le ministère chinois du travail fait état de plus de 120 000 conflits du travail l'année dernière - 14 fois plus qu'en 1992 - allant du dépôt de pétitions à

Dans son article sur la révolte de Yangjiazhangzi, le *Washington Post* écrivait qu'elle était « grave s'agissant de troubles dans une ville chinoise, mais indicative d'une agitation qui tourmente le Parti communiste », et observait qu'« à la campagne, cependant, les autorités semblent davantage enclines à ordonner aux services de sécurité de réprimer les protestations et de tirer sur les manifestants ». Ceci reflète avec netteté la fragilité de la caste bureaucratique face à un prolétariat mobilisé, qui a déjà montré qu'il était potentiellement capable de gagner des couches entières de



Usine automobile d'Etat en Chine. Les travailleurs dans l'industrie d'Etat sont en première ligne de la lutte contre les ravages des « réformes de marché ».

la grève (*Japan Times*, 25 avril). Un responsable de la police de la province centrale de Anhui explique qu'il est maintenant courant de voir « des ouvriers qui assiègent collectivement des directeurs d'entreprise, qui les insultent, et même qui les séquestrent en les menaçant ». En décembre dernier, un millier de mineurs se sont heurtés à la police et ont bloqué une ligne de chemin de fer dans le nord de la Chine parce qu'ils n'avaient pas été payés depuis des mois. A peu près au même moment, dans la ville de Chongqing (Chungking), dans le sud-ouest du pays, 2 000 retraités de la sidérurgie ont bloqué la route principale vers l'aciérie pour protester contre la réduction des pensions de retraite. Dans le vaste arrière-pays rural, la paupérisation de la paysannerie pauvre, résultat de la décollectivisation de l'agriculture à la fin des années 1970, ainsi que l'élargissement des différenciations de classes suite à la création d'une classe de riches fermiers, ont conduit à une multiplication des attaques de collecteurs d'impôts et d'autres fonctionnaires.

l'armée de conscription de l'Etat ouvrier déformé dans la lutte contre le régime stalinien. En mai-juin 1989, quand les travailleurs avaient fait leur entrée dans les manifestations étudiantes centrées sur la place Tiananmen, signalant ainsi une révolution politique embryonnaire, à la fois des officiers et de simples soldats de nombreux régiments de l'Armée populaire de libération avaient refusé d'obéir à l'ordre de réprimer les manifestations, forçant le régime à amener en renfort d'autres unités pour écraser le soulèvement des ouvriers.

La bureaucratie qui pave la voie à la contre-révolution capitaliste prépare simultanément le terrain à une nouvelle explosion révolutionnaire prolétarienne - non pas une révolution sociale qui renverserait les bases économiques de la société, comme en 1949, mais une révolution politique pour chasser l'oligarchie dirigeante parasite et placer le pouvoir politique entre les mains de conseils (soviets) d'ouvriers, de paysans et de soldats. La tâche urgente à laquelle le prolétariat chinois est confronté est de construire un parti léniniste-

trotskyste, partie intégrante d'une Quatrième Internationale trotskyste reforgee, pour préparer et diriger cette révolution politique à la tête des masses et canaliser les luttes ouvrières spontanées et localisées vers la prise du pouvoir politique.

Depuis la destruction de l'Union soviétique, le prolétariat international a été rejeté en arrière, économiquement et politiquement, par l'offensive et le triomphalisme bourgeois autour de la prétendue « mort du communisme ». Une révolution politique prolétarienne en Chine - qui requiert la défense de l'économie planifiée et collectivisée qui est la base sociale de l'Etat ouvrier - aurait un formidable impact pour briser cette offensive, et elle aurait des répercussions dans le prolétariat depuis l'Indonésie jusqu'au Japon - locomotive industrielle de l'Asie - et aux Etats-Unis en passant par la Corée du Sud. Elle vivifierait les travailleurs de Russie, qui sont écrasés depuis presque une décennie par la contre-révolution capitaliste. En même temps, une Chine révolutionnaire des conseils ouvriers et paysans devrait faire face à une réaction hostile violente des impérialistes. La Ligue communiste internationale lutte pour reforcer la Quatrième Internationale, le parti mondial de la révolution socialiste, afin de diriger le renversement du pouvoir de classe capitaliste dans le monde entier, écraser le système impérialiste et jeter les bases matérielles du développement de la Chine dans une Asie socialiste.

La Chine à un tournant

Certains des mineurs de Yangjiazhangzi comprennent que leur licenciement et la misère qui les guette ont leur origine dans les « réformes de marché » imposées par le régime de Pékin, et qui minent les acquis de la Révolution chinoise de 1949. Cette révolution avait libéré le pays de l'exploitation capitaliste et du joug impérialiste, et mis en place une économie planifiée et collectivisée qui garantissait aux travailleurs un emploi et des avantages sociaux à vie - la « garantie du bol de riz ». Les entreprises d'Etat fournissent aux ouvriers non seulement un moyen d'existence, mais aussi un logement, les soins médicaux et l'éducation pour leurs familles. C'est pourquoi la privatisation, la fermeture ou les réductions d'activité dans les usines, les mines et les autres entreprises d'Etat représentent pour les travailleurs la menace d'une misère la plus noire. « Nous, les mineurs, nous travaillons ici pour la Chine, pour le Parti communiste, depuis la révolution », déclarait un ouvrier. « Et maintenant, tout d'un coup, mon secteur de la mine est privé. » Ces ouvriers comprennent que ce genre de propriété d'Etat appartient aux travailleurs. Qui a donné aux directeurs le droit de les vendre ?

Il est crucial de comprendre que la Révolution de 1949 était déformée dès son origine, sous la direction de la bureaucratie de Mao Zedong, qui avait pris modèle sur la bureaucratie stalinienne de l'URSS, laquelle avait usurpé le pouvoir au cours d'une contre-révolution politique en 1924. Le régime de Mao excluait le prolétariat du pouvoir politique, et reposait sur le dogme nationaliste stalinien de la construction du « socialisme dans un seul pays ».

Suite page 10